

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime
par Marie-Anne Chabin, 2024-2025

Saintes

code INSEE : 17415

25 148 habitants

Communauté d'agglomération de Saintes



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W318) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format à spirale, petits carreaux.

Couverture : feuille A4 portant le logo de la commune et « Cahier de doléances et de propositions » collée.

Contributions numérotées au crayon.

68 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

Monsieur le Président

j'ai 71 ans ma femme a 68 ans
on est retraités agriculteur éleveur au mois de juillet je touchai 733,57 depuis ces 719,53
vous trouvez que c est justifier ,ma femme reçoit 565,97 avec 1285,50 par mois vous pensez
que l'on peut vive correctement on ne peut pas partir en vacance ni restaurant ni cinéma,

on se pose la question que va t on devenir si il faux aller en maison de retraite de 2500
a 3000 euros par mois et par personne il faudra mieux se supprimer avant ,

avant de réduire les toutes petites retraites il faudrait mieux commencer a réduire toutes les
indemnités du président , des sénateurs , des députés ainsi que tous les haut fonctionnaires ,

je demande de supprimer toutes les indemnités de tous les anciens présidents ,

je demande de retirer 1000 euros a tous les députés absent lors des réunions car je trouve
qu'il y a beaucoup de chaises vides ,

si vous voulez sauver la France commencer par réduire toutes ces indemnités qui enfonce
la dette de la France et augmenter nos petites retraites si non sa va aller très mal pour vous.

merci de bien faire le nécessaire

Referendum – RIC oui MAIS : pas de Nuits Debout permanentes – tirer un enseignement des consultations
passées où on constate que le résultat du vote n'est pas forcément le meilleur reconnu a posteriori, voire
transformé en plébiscite.

Les impôts + taxes et autres redevances Pour TOUS en tenant compte de toutes les ressources du
redevable et de la faisabilité (redevances)

Retraite des retraités Ne pas forcément appliquer le même taux que pour les actifs mais rester à un
taux significatif par rapport à l'inflation. De quel calcul est sorti le taux ridicule actuel de 0.3 % actuel ? Je suis
retraité et je ne théâtrise pas. Mon excédent de « richesses » repart dans l'économie (et la TVA)

Election Assemblée Nationale Appliquer un taux de proportionnelle mais éviter un épargillement : 10%, 15% ?
Il faut une majorité immédiate au Président élu mais ça va durer 5 ans.

- Que les anciens présidents et ministre
ne touchent plus de "Sldc" quand ils ne font
plus partie du gouvernement.
- Que les gérants ont peu salaire le
SNIC et plus aucun avantages !!!
- Augmentation des salaires Bas (ceux qui
touchent moins de 2000 €) à hauteur de 50% ③
- et NON IMPÔTABLE

Pourquoi donc est-ce que ce sont les riches qui paient le moins et les pauvres qui paient le plus ?

Tous doivent payer selon son pouvoir !

Sire, nous vous demandons que cela soit ainsi, parce que cela est juste.

Nous ne sommes pas jaloux de leur grandeur et de leurs priviléges, mais nous sommes jaloux qu'ils ne payent pas le quart des impôts qu'ils devraient payer.

Aussi Je vous demande Sire,

- davantage de progressivité dans l'impôt sur les revenus, c'est à dire davantage de tranches

"f."

Bonjour à tous,

Vous devriez simplement avoir HONTE d'œuvrer à la continuation d'un "ÉTAT CAPITALISTE" qui ne créé que de la misère pour TOUTES ET TOUS ! Votre force c'est de rendre LEGAL

TOUT ce qui est LEGAL immoral, amoral et qui affreure tout des besoins des humains.

Il nous faut œuvrer à un changement de société qui mettra L'HONNEUR AU CENTRE DE TOUT .

Bien que les cahiers de doléances ne soient rien de plus que du pipeau, ayant pour but principal d'endormir le peuple, il me semble cependant utile d'y exprimer certaines vérités.

Nous ne sommes pas en démocratie, nous sommes en dictature dirigée par un monarque qui se fait appeler "président de la république".

Les parlementaires, membres du parti du président, sont des bénis oui oui, ils ont tout juste le droit d'approuver ce qui est ordonné par la direction du parti.

Les parlementaires pensent d'abord à leurs propres intérêts avant de penser à celui de ceux qui les ont élus, et avant de penser au plus grand bien commun. Quand l'un d'entre eux est convaincu de corruption, ils le soutiennent au lieu de le bannir.

Comment des parlementaires, s'ils sont honnêtes, peuvent-ils se permettre d'accepter que le pays soit gouverné par les seuls intérêts des lobbys financiers et des laboratoires pharmaceutiques ?

Avez-vous la volonté de remédier à tout cela ??? Ou plutôt de continuer à tricher avec les citoyens ???

1) suffisent les 17% de CSG
pour les retraités
2) véritable augmentation de SMIC et non pas un simulacre
3) une part de proportionnelle conséquente aux élections
4) indexation du montant des retraites sur le coût de la vie
5) la revalorisation des paix du cadre de référence
aurait été meilleure

- 1 - Révise au niveau de l'ISF
 - 2 - CSG dans majorité pour les retraites inférieures
 - 3 - ^{a 1300 € mensuels}
Naissance des services publics sur place
avec une présence humaine (hôpitaux,
tribunaux)
 - 4 - Taxation des poids lourds qui transitent
en France.
- Rosemarie FARRIER
9 Chemin des chambordais
17100 SAINTES

⑤ Economie: une priorité pour les futurs générations

- ↳ Arrêter les sacs de recyclage en plastique.
- ↳ Un moratoire sur les industriels pour leurs emballages.

A quoi servit une taxe des ordures ménagères quand on a un compost... pourquoi un tarif de redevance plus élevé qu'une grande métropole.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 12 lignes, 115 mots

Bonjour,

1/ Première remarque/ question : à propos des compteurs Linky, puisqu'il s'agit d'une décision nationale, de l'Etat, avec des conséquences pour chaque habitant, est-il possible d'avoir un vrai débat à ce sujet ?

2/ À propos du RIC, qui est en soi une bonne idée : qui en fin de compte aura la prise de décision, entre les maires le Parlement, le Conseil constitutionnel, le président de la République ?

3/ Dans le cadre de la mise en œuvre du racket organisé contre les usagers de la route (radars, contrôle technique, limitation de vitesse, etc.), ce sujet mérite d'être débattu au cours d'un référendum même si les soi-disant questions de sécurité déterminent le choix.

2. Manuscrit, 10 lignes, 92 mots (homme)

Merci de donner la "parole" à un citoyen lambda.

Au sujet des taxes sur l'énergie - taxe carbone pour simplifier – le fait que notre pays, la France, n'émet que moins de 1 % des émissions mondiales de CO₂, je ne vois aucune raison logique à ce que nous soyons amenés à « nous passer une corde au cou pour arrêter un saignement de nez ». Autrement dit, le renchérissement du coût des produits énergétiques à coup de taxes carbone est illégitime et prive les citoyens du fruit de leur travail. [Prénom Nom]

3. Manuscrit, 30 lignes, 211 mots

- Que les anciens présidents et ministres ne touchent plus de "solde" quand ils ne font plus partie du gouvernement.
- Que les gouvernants ont pour salaire le SMIC et plus aucun avantage !!!
- Augmentation des salaires bas (ceux qui touchent moins de 2000 €) à hauteur de 50 % et NON IMPOSABLE.
- Détaxation des produits alimentaires nécessiteux.
- Plus de fermeture, de délocalisation des services publics (impôt...) ; accès pour t[ou]t le monde, loin d'être le cas.
- STOP au flicage, laissez-nous respirer sans être surveillés.
- Arrêt des radars fixes, mettre des pédagogiques.
- Médicaments déremboursés !!! Arnaque
Crise d'arthrose
Toux

Maux de gorge (on ne fait pas exprès d'être malade).

Ils soignaient bien pendant des années et des années et subitement ils ne servent plus à rien ???!!

- Retraite des femmes qui ont eu 3 enfants à 50 ans.
- Arrêt des cotisations sur les retraites.
- Taxer au maximum les grosses entreprises et aider les petites.
- Rétablir ISF.
- Mettre en place le RIC.
Savoir où va notre argent.

À quoi sert nos impôts
Que font les politiques et avec quels moyens.

- MACRON cède sa place et de nouvelles élections.
- Privilégier les Français.

Et liste non exhaustive malheureusement.

Courage à tous...

4. Manuscrit, 20 lignes, 181 mots (homme)

[Prénom] SAINTES

Hausse du SMIC de 30 % (général).

Hausse du SMIC de 50 % (hôtelier).

Hausse sensible des salaires.

Revalorisation du RSA.

Hausse des indemnisation chômage.

Hausse sensible du pouvoir d'achat.

Ces hausses de taux horaires seront compensées en partie par la baisse du nombre de chômeurs. En effet, nombre de chômeurs ne veulent / ne peuvent pas aller travailler car le salaire proposé reste inférieur au coût pour se rendre au travail (zone rurale), pour faire garder les enfants, faire face aux charges ménagères du quotidien, etc.

Les cotisations générées participeraient au paiement des retraites et au maintien des service publics. Il y a peu de "profiteurs" mais plutôt des gens en dessous du seuil de pauvreté. Les grosses fraudes sont faites par certains hauts fonctionnaires de l'État ou élus ou riches citoyens.

Parité salariale homme-femme.

Plafonnement des hauts salaires.

Saisie de tous les biens des fraudeurs fiscaux, au même titre que les trafiquants de drogue.

Application des lois sur la fraude fiscale.

Suppression de l'éligibilité des politiciens impliqués dans des scandales financiers ou autres.

Suppression des cumuls de mandat.

5. Manuscrit, 12 lignes, 87 mots

Représentativ[it]é citoyenne dans les institutions.

Redynamiser les territoires.

Raccourcir les délais des procédures prud'homales et autres instances.

Arrêter de saccager le service public.

Reconnaissance du vote blanc.

Transparence des dépenses publiques et de l'impôt.

Transition écologique supportée par les vrais pollueurs.

Taxe sur les gros véhicules et camions étrangers.

Contrôle des prix de la grande distribution.

Moins de précarité : les propriétaires en zone rurale refusent de louer leur bien à un travailleur en CDD. Pas de CDI, pas de toit. Pas de toit, pas de TRAVAIL.

6. Manuscrit, 8 lignes, 66 mots

- 1- Augmenter le nombre de tranches d'imposition qui est actuellement de 5, pour une meilleure justice fiscale.
- 2- Ne plus déclarer dans le net imposable :
 - la CSG (2,4 %)
 - la CASA (0,3 %)
 - la CRDS (0,5 %)pour ne plus payer l'impôt sur des sommes non perçues.
- 3- Annulation totale de la majoration de 1,7 % de la CSG pour les retraités.

7. Manuscrit, 5 lignes, 24 mots

07/01/2019

1. Réduction n[om]bre des députés et sénateurs.
2. Suppression des retraites "dorées" des politiques.
3. Vote obligatoire avec amende si non respect (idem Belgique).

[Signature]

8. Manuscrit, 6 lignes, 52 mots

- 1) Supprimer les 1,7 % de CSG pour les retraités.
- 2) Véritable augmentation de SMIC et non pas un simulacre.
- 3) Une part de proportionnelle conséquente aux élections.
- 4) Indexation du montant des retraites sur le coût de la vie.
- 5) La numérotation des pages du cahier de doléances aurait été bienvenue.

9. Manuscrit, 21 lignes, 149 mots

L'hôpital psychiatrique de Saintes est sous-équipé en personnel. Mon fils handicapé psychique après 1 mois d'hospitalisation s'est retrouvé chez lui sans aucune aide, aucune visite d'assistant(e) social(e).

Peut-on faire une formation auprès de la police de Saintes sur les maladies psychiques et mentales ? Mon fils, handicapé, a été tabassé par les policiers dans le commissariat de Saintes. De plus, la commissaire a protégé les policiers et les a couverts.

Pourquoi, lorsqu'on veut avoir un rendez-vous auprès des adjoints, c'est impossible ? Ils sont toujours débordés. Si vous laissez votre numéro de téléphone, on ne vous rappelle pas.

Pourquoi a-t-on déplacé à l'extérieur de Saintes le CMP et Pôle Emploi ? Comment voulez-vous que les gens pauvres se rendent à ces endroits ? La station de bus de Pôle Emploi a été fermée. Par contre les bus allant à Palissy pendant les vacances scolaires sont toujours vides. Quel gâchis.

10. Dactylographié (2 pages), 70 lignes, 1044 mots (couple)

190107 Doléances de deux retraités, sur cahier de la ville de Saintes, page 1de2

Suppression du calcul avec le foyer fiscal pour tous impôts, taxes ou CSG, surtout que nous avons contribué, comme tant d'autres durant 40, 45 ans de labeur non aux 35 h, pour relever la France et participer à son niveau actuel, celui-ci se dégrade vu la politique en cours.

On parle de réduire le train de vie de l'État, c'était la première chose à faire pour être exemplaire, il faut réduire les ministères, commissions, agences et Bercy, le nombre de ministres, députés et sénateurs et surtout réduire les indemnités, de plus il faut instaurer une baisse des coûts de chaque élu avec remboursement sur facture uniquement pour des besoins et frais réels comme en entreprise (un service valide et qui a les pouvoirs pour appliquer et vérifier les besoins). Toute somme versée à un élu doit être soumise à 100 % aux mêmes cotisations, taxes ou impôts que le contribuable lambda. Le calcul de leur retraite doit être proportionnel sur la durée et montant comme tout citoyen y compris les complémentaires.

Sur la partie carbone ou écologie, au lieu de faire des déplacements en avion faire des téléconférences, c'est le progrès numérique dont nous devons nous plier, vous nous imposez d'être connectés de plus en plus). Seul le président et le ministre des Affaires étrangères avec leurs collaborateurs doivent faire des sorties hors du territoire, pas les autres élus.

Le choix des moyens énergétiques, ce n'est pas le président ou gouvernement qui doit décider mais un référendum ou un conseil de sages indépendants regroupant toutes les tendances, actuellement les décideurs font des choix politiques suivant leur opinion, choix personnel ou influence mais après 30 ou [4]0 ans du choix comme le diesel imposé aux constructeurs, à ce jour la suppression de cette énergie fossile à moyen terme, dans 10 ans, est obligatoire, le résultat revient au citoyen lambda de payer la note. Notez que les centrales nucléaires sont les moins polluantes du monde dont vous imposé la diminution, par contre rien sur les avions, drones, ballons dirigeables, sondes, satellites qui gravitent dans le ciel et les supers bateaux de croisière ou porte containers qui sillonnent en polluant les mers et air.

Supprimer les grandes régions, régions, métropoles, mégalopoles, mégapoles, réduire le millefeuille administratif, si certains veulent se grouper cela ne doit pas influencer la part des impôts et taxes que payent les contribuables, ces montages doivent se faire par transfert à 100 % sans aucune augmentation de ressources mais affectent la gestion locale.

La gestion doit se faire au niveau de la commune ou CDA et avec l'aide du département si besoin de matériel spécifique important (exemple DDE).

Liberté Égalité Fraternité, c'est d'abord pour les Français, il n'est pas normal qu'un immigrant sans avoir cotisé touche plus qu'un retraité qui a travaillé 40 ans. La politique territoriale pour salaires, prix, implantation population soit identique. Les minima des pensions doivent couvrir les prix des maisons de retraite, loyers, frais fixes habitation et que la pension de réversion à 100 % pour tout conjoint ayant une retraite inférieure soit versée.

Le robot va remplacer l'Homme dans un futur proche, de fait l'entreprise devrait payer la totalité des cotisations pour compenser ce manque.

[Paraphes]

190107 Doléances de deux retraités, sur cahier de la ville de Saintes, page 2de2

Rien sur les entreprises, tout don, prêt, avantage ou exonération de toute nature de la part de l'État ou localité ou département, doit être listé sur les contrats construction ou location bâtiment, terrain, avec mention de remboursement obligatoire avec intérêts équivalents à un dédommagement du temps passé entre l'arrivée et le départ dans le cas d'un transfert ou fermeture d'usine (ces sociétés

qui profitent des avantages sur 5 ans et qui changent de lieu) et prévoir le financement s'il y a plan social et geler les sommes lors de l'implantation.

Éolienne = vent. Panneau photovoltaïque = lumière & soleil mais rien de fait avec les courants et énergie marémotrice comme celle de la Rance depuis 1966, la seule.

Vous souhaitez réduire la part du nucléaire mais les nouveaux équipements sont de plus en plus consommateurs d'électricité, la voiture électrique à une recharge lente normale de 21 h prise de courant existante et de 4 h en charge rapide avec équipement spécial et modification du compteur ; il est nécessaire d'avoir 40 ampères au lieu des 30 A utilisés par la majorité des ménages (donc le contrat est modifié, le tarif aussi).

Proportionnel à 100 % et possibilité de révoquer un élu avant la fin de son mandat de plus l'indemnité est faite pour une activité à plein temps aux assemblées, présence obligatoire du lundi au vendredi de jour et non de nuit, comme toute entreprise. Le vote blanc doit être compté, un seul tour et le minimum requis pour valider un vote doit être de 2/3 des inscrits sur listes et vote obligatoire en semaine.

Remettre l'ISF, taxer les entreprises étrangères, si ce n'est pas possible il faut supprimer la totalité des accords de non double imposition avec les pays et modifier notre loi pour obtenir la totalité des impôts de tous Français où qu'ils résident dans le monde, revoir le calcul, tous citoyens doivent participer à la Nation en fonction de ses revenus.

À chaque changement de gouvernance, il y a détricotage et nouvelles règles, cette façon n'est pas stable pour l'évolution de la France, ces modifications sur la fiscalité en[tre] autres, nous font penser que nous, « retraités » sommes maltraités, bannis du système et que seul le Travailleur est reconnu dans cette République. La Communauté européenne n'a pas vocation à diriger chaque pays et imposer des lois, le nombre actuel est trop important pour avoir à une cohésion homogène et rétablir les frontières permettent de réguler les flux.

Nous comprenons la colère des Gilets jaunes et nous les soutenons, qu'ils soient travailleurs, retraités, chômeurs, femmes au foyer, la richesse globale doit être partagée entre tous, nous condamnons toutes les violences.

Élus de tout bord, politiciens, chef d'État, soyez humbles dans vos propos.

Avec nos remerciements, si ces quelques notations peuvent vous servir de réflexion pour améliorer les enjeux de la France pour se redresser et continuer son évolution dans l'Europe et le monde.

Fait par Monsieur [Nom] né en 1951, Madame [Nom] née en 1952, en retraite.

[Signatures]

11. Manuscrit, 20 lignes, 147 mots (femme)

Monsieur le Président, M. Macron,
Monsieur le Maire, M. Machon,

Ce cahier de doléances est pour moi une opportunité démocratique. Je ne sais si cela permettra de faire avancer les choses. Néanmoins...

Je souhaiterais des réformes de fond, M. Macron, ce pour quoi vous avez été élu ; à savoir , par exemple, remettre à plat l'impôt concernant les taxes foncières et les taxes d'habitation.

Ces chantiers, et j'ai conscience que ce sont de véritables chantiers, permettraient plus de transparence et aideraient à la compréhension.

Je ne demande pas à titre personnel à payer moins (ce qui m'arrangerait bien évidemment) mais à savoir pourquoi je paie et je saurais ainsi à quoi cela sert.

Merci à Monsieur Machon de vous adresser mes souhaits :

- remise à plat des TF et TH,
- transparence sur les éléments de constitution de ces taxes et de refacturation aux administrations.

Mme [Nom Prénom]

[Adresse]

[Adresse mail]

12. Dactylographié (entre bleue), 30 lignes, 437 mots (femme)

CAHIER DE DOLÉANCES

- Rétablir l'ISF.
- Rétablir la flat tax sur tous les dividendes (les résultats des fonds de placement sur le CAC 40 sont indécent), revenus fonciers assurances vie (500 000 €), supprimer toutes les taxes sur les autres placements si populaires des « petits » PEA PEL.
- Supprimer l'augmentation de la CSG POUR TOUS LES RETRAITÉS.
- Augmenter le SMIC DE 10 % et baisser la TVA de 20 à 18 % pour avoir un retour sur l'économie et le pouvoir d'achat très rapidement.
- Taxe d'habitation supprimée comme cela avait été indiqué.
- Ne pas oublier d'augmenter les petits retraités de l'agriculture, du commerce de l'artisanat, et revoir l'indexation des retraites sur le taux réel de l'inflation et non le taux manipulé.

COMMENT FINANCER ??? et si on touchait au train de vie de l'État... peut être aussi des collectivités territoriales (régions en particulier).

Réduire de moitié et par ordonnance le nombre de députés et sénateurs (promesse électorale) et limiter le nombre d'attachés parlementaires auxquels ils ont droit. Déclarer leur salaire. Interdire la fonction à un membre de la famille et notamment au conjoint.

Limiter le train de vie des parlementaires (taxi, coiffeur, restaurant à un tarif attractif, etc.), voyages d'étude limités (et sans le conjoint), questeurs, huissiers, personnel de service, flonflon de la garde républicaine à l'arrivée du président de l'Assemblée.

Par ordonnance, revoir le régime de retraite et le système d'indemnités non imposables des parlementaires et le régime « chômage » dont ils bénéficient.

EXIGER QU'UNE LOI SOIT VOTÉE PAR LES 2/3 des parlementaires présents pour être promulguée.

Connaître exactement les avantages et indemnités, le traitement, nombre de personnel attaché à la fonction de président de la République et du 1^{er} ministre. (Je n'ose parler de ces 2 derniers).

Supprimer voiture de fonction, bureau, secrétaires des anciens présidents de la République.

Siéger au Conseil constitutionnel ne devrait être qu'une fonction honorifique et obligatoire pour tous les membres mais payer les intervenants spécialisés sous forme de mission.

Réduire à 150 LE nombre de conseillers d'État qui est un système d'avancement déguisé pour les TA.

Supprimer purement et simplement le CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, organe consultatif qui permet de « planquer » des personnalités.

La COMMISSION NATIONALE DU DÉBAT PUBLIC ? (rôle inconnu, système permanent ou non permanent ? extravagance des salaires alors que des chômeurs compétents et diplômés auraient appréciés cette mission).

Nb

Faire passer d'abord le citoyen avant le migrant.

Pour moi l'Europe ne peut être efficace que si elle fédère des États de niveaux économiques quasiment similaires et 28 pays à gérer multiplie les lourdeurs de fonctionnement et LE BUDGET de fonctionnement.

[Ajout manuscrit] [NOM Prénom] citoyenne retraitée SAINTES

13. Manuscrit, 10 lignes, 69 mots (homme)

Pour augmenter le pouvoir d'achat, libérer le temps de travail au bon vouloir de chacun.

Taxer les gros salaires, oui, sans oublier les présentateurs de télévision, les acteurs, les chanteurs et surtout les sportifs évoluant à l'étranger et revenant en équipe de France. Et aussi pourquoi pas taxer les gains de jeu.

Poursuivre les réformes.

Respecter le suffrage des urnes et pas celui de la violence.

Bon courage.

[Prénom N.] retraité

14. Manuscrit, 33 lignes, 250 mots (femme)

M. le Maire, M. Machon,

M. le Président, M. Macron,

Je suis auxiliaire de vie à domicile, je travaille au CCAS de Saintes.

Je vis seule avec ma fille, je ne pars jamais en vacances, je m'habille très peu, je dois me restreindre de chauffage (pourtant j'ai des soucis de santé, arthrose, le froid me bloque), mon salaire ne me permet plus de vivre correctement, nos salaires sont gelés, pourtant le coût de la vie augmente en permanence (EDF, alimentation, gasoil), etc.

En fait, je survis, cette année je n'ai pas pu payer : taxe habitation, facture voiture, facture EDF. Je travaille avec ma voiture et je fais beaucoup de kilomètres, j'ai beaucoup de réparations, ma voiture a 403 000 kilomètres et je ne peux la changer, je suis aussi fichée à la banque de France, étant co-emprunteuse de mon ex-mari qui ne règle plus ses crédits.

Je vis seule et je dois payer autant de TVA qu'un couple, est-ce normal ? Cette année facture EDF 1350 €, ma consommation est de 700 euros, voilà des taxes, les personnes ayant un salaire inférieur à 1500 € ne peuvent plus vivre de leur travail, c'est honteux.

Aujourd'hui, je n'ai même plus envie de travailler, je ne peux avoir aucun loisir non plus, une fois mes factures payées, il me reste à peine de quoi remplir le frigo.

Augmentez nos salaires, baissez la TVA sur l'EDF, et sur l'alimentation, afin que moi et ma fille puissions avoir une vie quotidienne décente.

Aidez-nous.

Mme [Nom Prénom]

[Adresse]

15. Manuscrit, 35 lignes, 256 mots

Souhaite :

- La suppression des indemnités des anciens chefs d'État.
- Une augmentation des retraites en fonction de l'inflation, d'un même montant pour tous car au pourcentage les hautes retraites sont favorisées par rapport aux basses retraites (ex : système appliqué en Algérie).
- Immigration choisie économiquement et partiellement sociale, priorité aux résidents français en cas de relogement.
- Obligation d'apprendre le français pour les nouveaux arrivants dans un certain délai.
- Expulsion des Français à double nationalité en cas de délit majeur (VIOL, MEURTRE).
- Suppression TVA produit bio et de 1^{ère} nécessité.
- Prendre en compte les études longues pour la retraite.
- Octroi de la nationalité française sous conditions.
- Création de maisons de retraite publiques car maisons de retraites privées sont hors de prix, axées sur la rentabilité car cotées en bourse (KORIAN, ORPEA...).
- Suppression de la taxe d'habitation pour tous.
- Revoir la taxe foncière très inégalitaire.
- Favoriser la transmission du patrimoine entre parents et enfants en supprimant les frais de donation.
- Suppression des pesticides (entraîne maladies et décès bien supérieurs aux décès de la route).
- Crédit impôt pour isolation maison.
- Lutter contre la fraude fiscale et sociale, paradis fiscaux, fiscalité des pays européens différentes.
- Impôt citoyen pour tous.
- Tout bénéfice en France doit être taxé par exemple les entreprises de télécommunication sont fortement taxées (paiement fréquences...), alors que les sociétés d'Internet sont peu taxées.
- Revoir les avantages des députés.
- Limiter le Sénat à 20 personnes issues de différents milieux sociaux.

16. Manuscrit (contribution encadrée d'un double trait), 6 lignes, 48 mots

Demande de la mise en place du référendum d'initiative citoyen, sans aucune restriction et sur absolument tous les sujets qui impactent les citoyens sur leurs vies présentes, celles de leurs enfants et descendants, ainsi que sur l'avenir de notre pays et la direction qu'ils souhaitent lui faire prendre.

17. Manuscrit, 6 lignes, 44 mots

- Rétablir ISF.
- Supprimer réellement la taxe d'habitation.
- Pour les élections, prendre en compte les votes blancs.
- Plus de transport ferroviaire inter urbain.

- Les dirigeants de ce pays devraient se véhiculer avec des voitures électriques ; ils doivent montrer l'exemple.
-

18. Manuscrit, 10 lignes, 80 mots

- Rétablir l'ISF.
 - Mise en place du référendum d'initiative citoyen.
 - Baisser les charges sociales sur les salaires afin de retrouver du pouvoir d'achat.
 - Inciter les fabricants automobiles à avoir une réelle offre en matière de véhicules hybrides ou électriques et accessible à tous.
 - Réduire de façon drastique les salaires et pensions retraites des ministres, députés... Ils ne sont pas à la tête de l'État pour s'en mettre plein les poches.
 - **ET PLUS DE JUSTICE SOCIALE.**
-

19. Manuscrit, 9 lignes, 57 mots

Je pense qu'il est urgent de supprimer la CSG sur les retraites, notre pouvoir d'achat est en baisse d'année en année.

STOP aux taxes sur les taxes.

STOP aux priviléges des parlementaires (un maire et un député sur Saintes, à l'écoute du petit peuple).

En espérant que ce cahier ne va pas faire "POUBELLE" à la mairie

S[ain]tes le 11/01/19

[Signature]

20. Dactylographié, 28 lignes, 345 mots

- Suppression de la prime obsèques pour tous les députés et sénateurs (d'ailleurs ces derniers ont refusé de la diminuer, contrairement aux députés) ainsi qu'à leur conjoint(e) et leurs enfants.
- Diminution voire suppression de certaines dotations (aux syndicats qui, pour la plupart, ont un parc immobilier démesuré, fondation Hollande – a bien pris soin de faire voter cette dotation avant son départ !), avantages très généreux accordés aux anciens présidents de la République, à certaines associations qui détournent cet argent à des fins frauduleuses voire personnelles).
- Le responsable de la Cour des comptes dénonce entre 500 et 1000 hauts fonctionnaires rémunérés entre 7 000 et 9 000 €, qui sont payés à ne rien faire. Pourquoi cette situation perdure depuis tant d'années ?
- Fraude sociale : 14 milliards de prestations versées ! Pourquoi l'amendement demandé par la sénatrice Nathalie Goulet, voté par ses collègues, demandant au Parlement un rapport d'information sur la fraude à l'attribution de numéros de Sécurité Sociale lui a été refusé ? Elle réitère sa question en séance le 21 décembre dernier. Mais, en vain. Le texte final de la loi budgétaire ne comporte pas d'information sur cette gabegie. Que cache ce gouvernement par son silence ?
- Suppression du 1 % accordé au comité d'entreprise EDF, payé par les usagers sur leurs factures.

- Évasion fiscale : sportifs, chanteurs, acteurs, auteurs, patrons et actionnaires. Malheureusement il faut bien admettre qu'il n'y a rien d'illégal, la loi française leur donnant cette possibilité et notre gouvernement croit naïvement (...) que leur argent va revenir en France ! Nous apprenons que Carlos Ghosn ne paie plus ses impôts en France depuis 2012 ! Il est résidant fiscal aux Pays-Bas. Et un de plus !
- Remise en place de l'ISF et de l'*exit tax*.
- Promesse de campagne : diminution du nombre de députés et de sénateurs. À quand la tenue de cette promesse ?
- Etc. Etc.....

Voilà des solutions pour améliorer le pouvoir d'achat des Français plutôt que de leur imputer des taxes et des taxes à n'en plus finir.

21. Manuscrit, 10 lignes, 72 mots

Voici mes revendications

- Retour de l'ISF.
- Suppression de la hausse de la CSG pour tous les retraités.
- Suppression de la TVA (impôt injuste).
- Suppression de la taxe d'habitation pour les revenus inférieurs à 3000 €/mois.
- Écart des salaires de 1 à 20.
- Suppression des avantages à la retraite pour les politiques.
- Suppression des radars.
- Vitesse limitée à 90 km/h sur les routes nationales et départementales.
- Retour à la nationalisation des autoroutes.

Le 11.1.19

[Signature]

22. Manuscrit, 8 lignes, 44 mots (femme)

- 1 - Remise en vigueur de l'ISF.
- 2 - CSG non majorée pour les retraites inférieures à 1300 € mensuels.
- 3 - Maintien des services publics sur place avec une présence humaine (hôpitaux, impôts, tribunaux).
- 4 - Taxation des poids lourds qui transitent en France.

[Prénom NOM]
[Adresse]

23. Manuscrit (encre bleue et rouge), 23 lignes, 164 mots

SOS = Augmentation des retraites.

Augmentation du pouvoir d'achat

Suppression des priviléges des anciens présidents (exemple : voiture, chauffeurs, bureau. Chez certains présidents, jusqu'à 7 personnes à leurs services).

Quant à M. Giscard, 800 € par mois de magasinier.

Information de l'émission ou de J.-J. Bourdin du 11 janvier sur BFM de 8h30 à 9h tous les matins, plus autres avantages.

Limiter les avantages des hauts fonctionnaires ainsi que les rémunérations.

Suppression d'une partie du Sénat [écrit "céna"] et les avantages énormes (exp. à la suite d'un DC de leur femme ou des enfants, ils touchent 20 mille €, même en retraite et sans factures).

Sanctions pour les personnes qui escroquent la Sécurité sociale. Actuellement circule 1 million 800 mille de fausses cartes de Sécurité sociale. Perte pour l'État de 14 milliards €.

Rétablissement de ISF. Partage égalité pour tous .

Dépense de M. Macron : vaisselle 500 mille €, moquette 300 mille €, piscine 35 mille €.

Halte aux gaspillages.

Faire 1 référendum.

[Signature]

24. Manuscrit, 35 lignes, 246 mots

- * Stop aux salaires trop élevés des élus.
- * Stop au trop grand nombre de députés et sénateurs, il faudrait plus de profs, infirmières...
- * Plus d'institutions à garder (écoles, hôpital, crèches, routes).
- * Arrêtez de privatiser nos rendements, tout ce qui rapporte à la France, tout est vendu !!!
- * Stop à la migration "Pacte mondial de Marrakech", pas assez de travail pour tous (traité Aix-la-Chapelle).
- * Non à l'arrêt du diesel.
- * Non au nucléaire (voitures électriques).
- * Non à la vente de barrages, qui dit privatisation dit augmentation des prix.
- * Destitution de M. Macron.
- * Dissolution de l'Assemblée.
- * Il y a tellement de choses... tout ce que vous faites n'est en rien de bien pour la France. Vous nous vendez !!!
- * Oui aux votes blancs.
- * Oui à l'augmentation du SMIC.
- * Non aux taxes sur le pétrole.
- * Non aux taxes sur la TVA.
- * Augmentation des retraites (petites).
- * Plus de mobilité pour les personnes handicapées.
- * Moins de pavés et de trottoirs défoncés pour personnes réduites ou âgées.
- STOP à l'injustice à deux vitesses (bavures policières sans jugement).
- STOP aux mauvais représentants qui ne nous représentent en rien si ce n'est vouloir garder leur salaire et piquer ceux des pauvres (maire, président, députés, ministres...).
- STOP au non-remboursement des médicaments pour les gens dans le besoin.
- Pourquoi les RICHES SE SOIGNENT, les pauvres crèvent ?
- STOP aux priviléges des anciens présidents, ministres, chauffeurs...

25. Manuscrit, 25 lignes, 170 mots (femme)

- RQTH – MDPH, à peine de quoi vivre. À 50 ans après avoir autant aux soins pour les autres, aide-soignante, très dur !!! À Saintes, aucune reconversion pourtant formulée !!! ACS = pas de CMU, obligation de mutuelle, on aide les gens au RSA, pas les personnes atteintes de handicap !!!
- Arrêter de compter année-2 pour la CAF. Quand on se retrouve en difficulté, c'est le moment présent pas J-2 ans en arrière. Ma fille à cause de cela ne peut pas prétendre à des aides CAF !!! Purement scandaleux.
- Trop hauts salaires, députés, ministres et gouvernement ainsi que inadmissible de continuer à payer les ex-présidents de la République.
- HLM : aucune proposition d'appartement adapté !!!
- On paie des charges ordures ménagères. Saintes est très sale !!
- Arrêter de taxer APL, CSG.
- Remise en vigueur de l'ISF.
- Trop de radars autoroute, cf le 80 km sur route aucune utilité.

Changeons tout simplement de président et son gouvernement !!!

Corruption, etc.

Vive Nicolas Hulot.

26. Dactylographié, 20 lignes, 223 mots (couple)

Cahier de doléances

Nous attirons l'attention de nos concitoyens sur la condition des personnes handicapées en général et des **personnes autistes en particulier**.

Lorsqu'elles sont accueillies en **Maisons d'Accueil Spécialisé (MAS)**, elles doivent payer un **forfait journalier** de 20 euros par jour, ce qui constitue une contribution élevée car, le plus souvent, elles n'ont que l'**Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)** pour ressources (819 EUROS par mois) et parfois elles n'en perçoivent qu'un tiers (258 euros par mois). Pourquoi ?

Par ailleurs le nombre d'éducateurs et éducatrices qui s'occupent d'eux (taux d'encadrement) est insuffisant : au mieux une éducatrice ou un éducateur pour trois personnes autistes. Il en résulte **des situations souvent tendues.... difficiles à vivre.... et des démissions préjudiciables à l'équilibre des personnes autistes**.

Il est nécessaire d'élever ce taux d'encadrement qui devrait approcher le 1 pour 1, afin que la vie quotidienne soit plus sereine pour personnel encadrant et personnes autistes mais l'administration, par souci d'économie, vise toujours à maintenir un taux d'encadrement plus bas ce qui rend difficiles les conditions d'existence des plus fragiles, qui n'ont souvent pas la parole pour se faire entendre.

Pensez à eux et demandez aux autorités des moyens adéquats en personnel formé pour améliorer la vie dans les MAS !

[Prénom et Prénom NOM], parents de [Prénom], personne avec autisme de [âge].

[Manuscrit] Le 14 janvier 2019 [Signature]

[Signature]

27. Manuscrit (incomplet), 25 lignes, 138 mots (femme)

14/01/2019

[Prénom NOM] Pharmacien salariée retraitée, 75 ans
Saintes, Charente-Maritime

Monsieur Macron,

J'ai voté pour vous et je le referai, consciente de la nécessité de réformer, mais quelle erreur de stratégie !

Nul besoin de conseillers pour savoir que pour faire passer des réformes en bas, il faut d'abord réformer le haut.

Retraités avec mon mari ancien cadre, nous payons de très sérieux impôts sans aucun avantage direct – mauvaise tranche – et nous l'acceptons, mais quid de tous les hauts fonctionnaires ou journalistes aux salaires et avantages fiscaux et autres totalement éhontés ?

Peut-on accepter qu'une loi soit dite votée par seulement 50 parlementaires dans l'hémicycle quand nous avons plus de 500 députés ?

Je ne m'en prends pas non plus aux "riches" qui font tourner la machine et fournissent les emplois, ce que beaucoup oublient, mais il y a dans ce *[la suite manque]*

28. Dactylographié, 19 lignes, 261 mots

[manuscrit] [Nom ?]

Référendum – RIC Oui MAIS : pas de Nuits Debout permanentes – tirer un enseignement des consultations passées où on constate que le résultat du vote n'est pas forcément le meilleur reconnu a posteriori, voire transformé en plébiscite.

Les impôts + taxes et autres redevances Pour TOUS en tenant compte de toutes les ressources du redevable et de la faisabilité (redevances).

Retraite des retraités Ne pas forcément appliquer le même taux que pour les actifs mais rester à un taux significatif par rapport à l'inflation. De quel calcul est sorti le taux ridicule actuel de 0,3 % actuel ? Je suis retraité et je ne thésaurise pas. Mon excédent de « richesses » repart dans l'économie (et la TVA).

Élection Assemblée nationale Appliquer un taux de proportionnelle mais éviter un épargillement : 10 %, 15 % ? Il faut une majorité immédiate au président élu mais ça va durer 5 ans.

Assemblée nationale : réduction mais pas dans les proportions que j'ai pu lire.

Sénat : maintien avec suffrage indirect. Pourquoi pas plus de pouvoir de blocage ?

« Assemblées locales » : trop d'échelons.

ISF Ce n'est pas le problème, c'est un chiffon rouge. De plus, les assujettis, eux, déclarent quelque chose et ils sont en France. Il faut des entrepreneurs.

Par contre la **fraude**, rien que le mot évoque des secteurs multiples, petits et grands (plutôt énormes !). Beaucoup à faire.

[Ajout manuscrit] Vote - Imposer un % de votants par rapport aux inscrits pour prise en compte.

- Tenir compte des votes blancs et nuls qui devraient être pris comme suffrages exprimés.
-

29. Manuscrit, 8 lignes, 50 mots

Souhaits pour l'AN 2019

Rétablissement de :

- l'ISF,
- la peine de mort,
- le service militaire.

Suppression de la CSG pour tous les retraités et augmentation des retraites, en suivant le coût de la vie.

- Pour un mieux de notre société...

- Pour un monde meilleur !

[Signature]

30. Manuscrit, 13 lignes, 75 mots (femme)

Le 17/01/19

Rendez-nous nos industries, principales sources d'économie. Fini l'évasion fiscale pour les multinationales.

Avec moins de 330 €/mois, comment voulez-vous vivre avec cette somme ? Je n'ai pas demandé à être au chômage. J'ai été licenciée pour cause économique à cause des fermetures des entreprises.

Il faut changer de système, passons à la VI^e République. Rétablissement de l'ISF car ils n'investiront jamais. Trop de pauvres en France. Tout est interdit ou obligatoire. Il faut toujours payer.

[Signature]

[NOM]

31. Manuscrit (lettre agrafée), 35 lignes, 276 mots (homme)

Monsieur le Président,

Je ne lirai pas votre lettre, les médias nous informent sur son contenu, et vous ne lirez sans doute par la mienne.

Sire, nous sommes accablés d'impôts de toutes sortes, nous avons donné jusqu'à présent une partie de notre pain, et il va bientôt nous manquer, si cela continue. Nous n'en pouvons plus, il faut diminuer nos impôts.

Ce qui nous fait de la peine, c'est que ceux qui ont le plus de bien, paient le moins.

Nous payons la taille et le clergé et la noblesse rien de tout cela.

Pourquoi donc est-ce que ce sont les riches qui paient le moins et les pauvres qui paient le plus ?

Chacun doit payer selon son pouvoir !

Sire, nous vous demandons que cela soit ainsi, parce que cela est juste.

Nous ne sommes pas jaloux de leur grandeur et de leurs priviléges, mais nous sommes jaloux qu'ils ne payent pas le quart des impôts qu'ils devraient payer.

Aussi je vous demande, Sire :

- Davantage de progressivité dans l'impôt et sur les revenus, c'est à dire davantage de tranches,
- peu importe si le citoyen demeure hors de France, il devra payer ses impôts en France.
- Pas de retraite en dessous 1200,00 €
- Fin du CICE.
- Un référendum citoyen et de la proportionnelle.
- Que les autoroutes soient gérées par l'État.
- Fin immédiate des fermetures des petites lignes, de bureaux de poste, des écoles et maternités.
- Fin de la limitation des routes à 80 km/h, cela ressemble à du racket, alors que nous avons l'intelligence artificielle pour lire les panneaux de limitation.
- Vote obligatoire.

Un citoyen

32. Dactylographié, 33 lignes, 526 mots (couple)

Nous découvrons que nous faisons partie des 20 % de Français les plus riches. Si c'est cela la France des riches, elle est bien pauvre la France.

Ma retraite de 1800 € et le salaire de ma conjointe fait que nous dépassons le seuil fatidique de 42 000 €/an. Il n'y a pas à se réjouir : dans la vraie vie, pour nous, c'est :

- des soins de moins en moins pris en charge,
- des médicaments déremboursés,
- à budget égal, le caddie se désemplit,
- des services publics moindres et dégradés,

mais concernant les impôts, c'est le matraquage.

Nous n'avons droit à rien, seulement quelques miettes mais avec l'informatique et les difficultés de la dématérialisation font que nous y avons renoncé.

Voilà notre constat. Et le déficit se creuse toujours. Nous souhaiterions (je parle au nom de mon foyer fiscal) de reconstruire les points suivants (entre autres).

La CSG.

La première mouture de la hausse de la CSG pour les retraités dont leur pension est supérieure à 1200 € nous pénalise doublement : l'augmentation de la CSG se fait dès le premier centime d'euro et non à partir du seuil de 1200 €.

Il en découle que le retraité juste en dessous du seuil gagne plus que celui qui est juste au dessus.

La deuxième mouture ne corrige rien ; le seuil est relevé à 2000 € mais s'annule si le foyer fiscal est dans les 20 % les plus riches.

Proposition :

Que la hausse de la CSG, si elle est maintenue, se fasse à partir du seuil dépassé.

La taxe d'habitation.

20 % y sont assujettis.

Un abysse sépare le revenu des contribuables du bas et du haut de la tranche de 20 %.

Proposition : sa suppression totale excepté certaines situations, dans la spéculation immobilière.

Le foncier augmente (10 % dans certaines villes par an ?). Il suffit d'acheter (encore faut-il pouvoir), et d'attendre pour revendre sans louer.

Une imposition lourde sur ces spéculateurs reportée sur l'impôt foncier devrait avoir des effets positifs : le parc locatif serait plus conséquent, ce qui entraînerait une tendance baissière des loyers et de fait, des prix de l'immobilier plus raisonnables.

L'impôt sur le revenu, supporté par une minorité de ménages.

Tout le monde devrait payer cet impôt, même symboliquement, afin de sensibiliser le contribuable qui n'y était [pas] assujetti prenne conscience de l'effort qu'il doit faire : par voie de conséquence, il serait plus respectueux des biens publics.

Actuellement cette imposition est de six tranches ; les marches de l'escalier sont raides. Une infinité de tranches lisserait cet impôt.

Le train de vie de l'Assemblée nationale, du Sénat, de l'Élysée.

Il est indécent. Pour une juridiction indépendante, la Cour des comptes semble bien complaisante à leur égard. Plus de transparence est nécessaire : bien des rumeurs circulent sur leurs dépenses.

Quand la France "d'en haut" ne montre pas l'exemple mais demande toujours des efforts à la France "d'en bas", je me sens méprisé par la classe politique.

Il suffit de voir les dépenses à poste égal de nos voisins de UE (la Finlande, l'Allemagne...), des économies sont possibles. Et pas des moindres.

[Initiales]

33. Manuscrit, 35 lignes, 256 mots (homme)

Le 17.1.2019

Habitant de Saintes depuis 4 ans- Retraité.

- 1) Je demande l'annulation de l'augmentation de la CSG sur les retraités.
- 2) Je demande que la taxe d'habitation soit annulée pour tout le monde et non seulement pour 80 % des Français, cela en effet un impôt injuste, ou alors tout le monde la paye au prorata des revenus.
- 3) Depuis mon départ en retraite j'ai perdu 15 % à 18 % de ma rémunération, comme mes collègues retraités : nous perdons 1,5 % en moyenne par an par rapport à l'inflation.
- 4) Demande l'indexation du rendement du livret A sur le taux d'inflation (rendement actuel = 0,75 % pour une inflation de 1,8 en 2018. Il y a urgence en la matière). Question d'équité et de justice.
- 5) Pour aider à financer cette "justice fiscale et sociale" : réduction drastique des dépenses de l'État : diminution du nombre des députés ; suppression du Sénat comme le souhaitait le général de Gaulle. Moins de réceptions coûteuses et "tape à l'œil".
Suppression des avantages honteux accordés aux 3 présidents en retraite (rémunération - secrétariat - bureaux - chauffeur, voiture - garde du corps). Ils ont largement assez pour vivre sans qu'on leur concède de pareils priviléges. Tous les Français sensés s'accordent là-dessus.
- 6) Redonner à la Cour des comptes une audience plus forte qu'elle n'a actuellement, pour mieux cerner les dépenses exagérées et y mettre fin.
- 7) Arrêter de laminer et de spolier la classe moyenne, et moyenne sup, qui n'en peuvent plus qu'on leur fasse les poches.

[Signature] [Signature]

34. Manuscrit, 13 lignes, 116 mots

Le 19/01/2019

M. Macron Bonjour

- 1) Proportionnelle entière.
- 2) Comptage vote blanc.

- 3) Salaire minimum 1 500 €/M.
- 4) Blocage des retraites à 1 500 €/M par Française et Français.
- 5) Blocage des + hauts revenus, salaires à 15 000,00 €.
- 6) Interdiction de cumul et de mandat.
- 7) La police est payée pour ce qu'elle fait très mal donc pas de cagnotte, etc.
- 8) ISF de retour.
- 9) Taxation à 40 % des bateaux, autos, bijoux, haute couture, etc. etc.
- 10) Logement social pour tous.
- 11) Aide massive des élus et du gouvernement pour la faim en France.
- 12) Tribunal d'exception pour tout politique et leurs arrangements entre bons amis.
- 13) Contravention basée sur les salaires.

Cordialement

[Signature]

35. Manuscrit, 8 lignes, 49 mots

M. MACRON Bjr

- Inscription gratuite et logement pour tous les étudiants.
- Augmentation des retraites et minima sociaux.
- Stop à toutes formes de défiscalisation.
- TVA à 5 % pour les produits de première nécessité.
- Obligation par département et proportionnelle au nombre d'habitants - service médical, toutes spécialisations confondues.

[Signature]

36. Manuscrit, 13 lignes, 112 mots

Participation à la vie politique des citoyens par la mise en place du RIC.

Le droit de vote doit devenir obligatoire et prendre en compte le vote blanc.

Depuis 5 ans les retraités s'appauvrisent. Il est nécessaire que les retraites soient indexées au coût de la vie.

Il faut renationaliser les autoroutes (résilier les contrats).

Agir, enfin, sur les évasions fiscales. Il faut en avoir la volonté.

Les exploitations des lycées agricoles de l'État devraient passer en culture bio afin de démontrer la volonté de l'État de changer.

L'homme et la femme cotisants sont remplacés par la robotisation (machine à commande numérique...). Il faut chercher un moyen de remplacer ces cotisations disparues.

37. Manuscrit, 12 lignes, 110 mots

- Pour pouvoir demander des efforts financiers aux citoyens, il est indispensable que l'État montre l'exemple en rationalisant et limitant les hauts salaires des fonctionnaires et élus :
un ratio de 10 fois le "salaire minimum" devrait être le maximum atteint par quelques rares personnes.
- Les revenus que l'État paye à ses employés (élus y compris) doivent être portés à la connaissance des citoyens.
- Il est désormais indispensable de prendre en compte le vote blanc qui doit pouvoir être un vote et un avis concret.
- La limitation de vitesse doit être ajustée au niveau local pour obtenir l'adhésion des usagers et son adéquation aux conditions de circulation.

38. Manuscrit, 4 lignes, 26 mots

Maintien de la pension de réversion pour les personnes n'ayant pas travaillé (pour raisons diverses, éducation enfants, aide aux parents âgés, problème lié à la mobilité...).

39. Manuscrit, 20 lignes, 160 mots (homme)

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Maire de Saintes,

Je vous remercie de cette opportunité d'avoir organisé cet espace de démocratie participative.

- * MORATOIRE SUR LES GRANDES SURFACES.
- * MISE EN AVANT DU PETIT COMMERÇANT.
- * TAXES SUR LES PARKINGS DE GRANDES SURFACES.
- * ÉCOLOGIE. Une priorité pour les futures générations. Arrêter les sacs de recyclage en plastique. Un moratoire sur les industriels pour leurs emballages.
- * À quoi sert une taxe des ordures ménagères quand on a un compost... pourquoi un tarif de redevance plus cher qu'une grande métropole ?
- * COMMERCE. Au niveau rural, il faut revoir le foncier.
- * HABITAT. Une meilleure facilité d'accès au logement.
- * SÉCURITÉ ROUTIÈRE. Les radars automatiques à revoir localement. LOCAL: Stop aux majorations sur les post-stationnements.
- * Vie quotidienne. Une meilleure solidarité, une meilleure prise en charge des plus démunis.

Une devise à respecter : Liberté-Égalité-Fraternité.

Mes amitiés sincères,

[PRÉNOM NOM], 31 ans, Saintes
Commerçant Secteur Piéton
Président Association Commerçants

40. Manuscrit, 13 lignes, 72 mots

- Retour de l'ISF.
 - Augmentation du pouvoir d'achat (SMIC, prime d'activité).
 - Baisse du gaz et de l'électricité.
 - Augmentation des retraites.
 - Aides pour les jeunes de moins de – 30 ans.
 - Baisse des impôts sur le revenu.
 - Aide pour les commerçants, artisans à ne pas fermer leurs commerces !!! (trop de taxes, trop d'impôts).
 - Baisse du prix de l'essence.
 - Création d'un label pour les artisans reconnus.
-

41. Dactylographié (3 pages, ajout manuscrit), 80 lignes, 866 mots (association)

[Logo de l'association « États généraux pour un monde vivable - Saintes 2011 »]

Une Charte pour un Monde Vivable

EGMV C/o ACDN 31 rue du Cormier 17100 - Saintes France

Préambule

1. Paix et désarmement

- 1.1. Arrêt du commerce de guerre
- 1.2. Participation de la France au désarmement international

2. Alimentation, eau, santé

- 2.1. Air, Eau et Sols
- 2.2. Alimentation
- 2.3. Santé

3. Justice institutionnelle, justice sociale

- 3.1. Justice institutionnelle
- 3.2. Justice sociale, économie, emploi, solidarité

4. Environnement climat énergie, alternatives au nucléaire

- 4.1. Protection de l'environnement
- 4.2. Efficacité énergétique et énergies renouvelables
- 4.3. Sortie du nucléaire et lutte contre le réchauffement climatique

5. Europe et relations internationales

- 5.1. Construire une Europe démocratique
- 5.2. Une France dans une Europe dénucléarisée et pacifique

6. Démocratie, sécurité, libertés, droits de l'homme

- 6.1. Démocratie
- 6.2. Sécurité et libertés
- 6.3. Droits de l'homme

7. Information, communication, éducation, culture

- 7.1. Information et communication
- 7.2. Éducation, culture

Articles

1. Paix et désarmement

L'entente entre les peuples est indispensable pour rendre le monde vivable. Un monde en guerre ne peut résoudre aucun de ses problèmes. La résolution des conflits doit se faire pacifiquement.

1.1. Arrêt du commerce de guerre

NOUS VOULONS

- A.** L'interdiction du commerce des armements, la reconversion des industries qui les produisent et l'arrêt des exportations d'armes.
- B.** La fermeture de tous les salons d'armement.
- C.** L'interdiction du mercenariat.
- D.** La promotion des méthodes non violentes de résolution des conflits, l'éducation à la non-violence, la diffusion des méthodes d'éducation elles-mêmes non violentes.

1.2. Participation de la France au désarmement international

NOUS VOULONS

- A.** Le retrait de la France de la structure militaire de l'OTAN et la révision de tous ses accords de coopération militaire dans la perspective d'une dissolution des alliances militaires dans le monde.
- B.** L'abolition de la peine de mort collective : l'interdiction et l'élimination de toutes les armes de massacres et de crime contre l'humanité, dites « armes de destruction massive », nucléaires, biologiques, chimiques ou émergentes.
- C.** L'application effective et complète de la convention de Genève sur l'interdiction des armes biologiques (1972) et celle de Paris (1993) sur les armes chimiques.
- D.** L'exclusion de toutes les armes nucléaires de l'état d'alerte haute "*high alert*" ou "*hair-trigger alert*") rendant possible leur départ immédiat.
- E.** L'engagement de la France dans des négociations avec les autres États dotés d'armes nucléaires, signataires ou non du traité de Non-Prolifération, en vue d'aboutir à une convention d'élimination de toutes les armes nucléaires et radioactives sous un contrôle international strict et efficace.
- F.** L'ouverture d'un débat national et la consultation du peuple français par référendum sur la question suivante :

« Approuvez-vous que la France participe avec les autres États concernés à l'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle international strict et efficace ? »

- G.** La transformation du ministère de la Défense en un ministère de la Sécurité extérieure, du désarmement et de la coopération internationale.

[*Ajout manuscrit*] D'après un sondage IFOP-ACDN de mai 2018, 85 % des Français veulent :

- 1) « que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et radioactives et engage avec l'ensemble des États concernés des négociations pour établir, ratifier et appliquer un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace »,
- 2) veulent être consultés par référendum sur cette question précise.

Cette volonté est transversale et partagée par plus de 80 % des électeurs de TOUS les candidats au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017. C'est en fait la volonté du peuple français.

Cette question doit faire l'objet d'un grand débat national et être tranchée par un référendum d'initiative partagée ou citoyenne.

[Manque plusieurs pages du texte imprimé]

6.1. Démocratie

NOUS VOULONS

- A.** Des processus permettant d'associer à chaque niveau de décision, directement s'il se peut ou indirectement par voie de représentation, les personnes que la décision peut concerner.
- B.** Dans les instances représentatives, la désignation de leurs représentants par les intéressés eux-mêmes selon une règle de proportionnalité garantissant la représentation des minorités, et d'adjonction aux membres élus d'une part de volontaires désignés par le tirage au sort.
- C.** La restauration d'une stricte séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire.
- D.** La transparence dans l'usage des impôts.
- E.** La réaffirmation du principe de laïcité comme principe de tolérance et de convivialité dans le cadre d'une République à la fois une et plurielle.
- F.** L'indépendance et la neutralité de l'État à l'égard de toutes les croyances religieuses ou philosophiques, pour autant qu'elles respectent les libertés publiques et l'autonomie de la personne.
- G.** L'application et la transmission à l'école des valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité, et l'association des familles à cette éducation civique et citoyenne.
- H.** Dans tout vote, la prise en compte du vote blanc parmi les suffrages exprimés.
- I.** L'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne effectif, distinct des dispositions prévues à l'article 11 de la Constitution française par la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008.

6.2. Sécurité et libertés

NOUS VOULONS

- A.** Que la sécurité des citoyens soit assurée dans le respect des droits et libertés.
- B.** Que la politique pénale soit contrôlée par le Parlement.
- C.** Une véritable relance de la politique de prévention de la délinquance.
- D.** Que les sanctions pénales soient individualisées, avec une révision et une nouvelle échelle des peines, offrant des alternatives à l'emprisonnement pour la petite délinquance. Les prisons doivent être totalement repensées et réhabilitées.
- E.** Que les principes de la justice des mineurs selon les ordonnances de 1945 soient respectés en gardant la priorité à l'éducatif.

6.3. Droits de l'homme

NOUS VOULONS

- A.** Que la France respecte l'égalité des droits entre tous les citoyens.
- B.** Que la France renoue avec sa tradition d'accueil des étrangers et des réfugiés et leur offre des conditions de vie dignes (travail, logement, papiers...).
- C.** Que cessent les contrôles d'identité « au faciès » dépourvus de justification.
- D.** Le rattachement des enquêteurs à l'autorité judiciaire indépendante.
- E.** Un débat citoyen sur la vidéosurveillance et sur les divers fichiers existants.

42. Manuscrit, 13 lignes, 63 mots

Le mardi 23 janvier 2019 14h25

Mettre fin de façon définitive à toutes les taxes liées à la transition écologique. Ce n'est pas par des taxes que vous forcerez l'adhésion.

Redonner du sens à la démocratie en 3 points :

- retour au septennat,
- réduire le mandat de parlementaire à 4 ans,
- renforcer le rôle du Sénat pour une vraie représentation des territoires au niveau national.

[P. Nom] [Signature]

43. Manuscrit, 60 lignes, 496 mots (homme)

Le 23/1/19 à Saintes

M. Emmanuel Macron,

M. Macron, les centres-villes sont morts, les PV tombent, les magasins ferment et sont remplacés par des banques ou des bureaux.

Donc plus d'activité bientôt ce sera plus qu'Internet, zones commerciales, hélas, plus de contact humain.

Vous parlez, M. Macron, d'actions cœur de villes, c'est de la poudre à perlimpinpin.

Ouvrez les yeux avant qu'il ne soit trop tard !!

D'autre part, en ce qui concerne Internet, quand vous allez chercher un billet de train à la gare, on nous dit d'aller l'acheter sur Internet.

Quand vous demandez trop de renseignements, allez voir sur Internet, c'est ça la nouvelle génération que vous voulez, M. Macron ? Bonjour le chômage !!

Et les radars, croyez-vous normal, M. le Président, de verbaliser un automobiliste qui roule à 1 km de trop que la vitesse indiquée ? Il y a certainement des infractions plus graves. Les gens en ont marre, M. Macron, avoir une amende de 90 € ,1 pt en moins, c'est du grand n'importe quoi ! C'est de la poudre à perlimpinpin.

M. le Président, mon père a été commerçant pendant 40 ans à Saintes en Charente-Maritime après avoir repris la succession de sa mère. Aujourd'hui, il touche un peu moins de 900 € / mois. Ma mère, conjoint collaboratrice, touche 600 € environ.

Est-ce que normal, et vous, pourriez-vous vivre avec cette somme ? Et vos ministres ? Je ne pense pas.

Pour moi, qui a repris le flambeau de l'affaire familiale (je suis la 4e génération), vais-je pouvoir continuer ce que mes parents et grands-parents m'ont laissé ? J'ai 35 ans.

Et les soldes, M. Macron, qu'en pensez-vous ? Est-il normal que les soldes débutent fin juin pour les soldes d'été ? Nous travaillons à partir de fin juin à - 20 %, - 30 %, - 40 - 50 % pendant six semaines, alors qu'un sac d'été s'achète en été. Et ensuite, il faut payer charges, personnel et se tirer un salaire.

Et on s'étonne que les magasins ferment !

N'oubliez pas les commerçants, allez les voir !

Nous faisons partie de la classe moyenne, nous connaissons, savons les problèmes du quotidien, la vie de tous les jours. C'est nous qui embauchons ! Ils auront certainement beaucoup de choses à vous dire.

J'espère, M. Macron, que nous pourrez redresser la barre, il en est encore temps !

Une dernière petite chose, pourquoi, M. Macron, ne pas réduire votre train de vie, celle de vos ministres avec leur salaire indécent et vos priviléges.

Les Français n'en peuvent plus de tout cela.

Tout à l'heure, M. Macron, je vous ai parlé vitesse, circulation, si un de vos ministres roule à 81 km/h, sera-t-il verbalisé ?? au lieu de 80 km/h. Eh bien, vous voyez, je ne crois pas.

Il faut montrer l'exemple !!!

Ce n'est pas normal que la classe moyenne trinque !!

Vous avez beaucoup d'ordre à remettre dans le pays, M. Macron !

Veuillez agréer, M., mes sincères salutations. [Prénom]

44. Dactylographié (collé), 20 lignes, 221 mots (homme)

Économie

Réforme en profondeur de tout le système fiscal devenu obsolète et injuste.

L'impôt devrait être payé par tous les salariés proportionnellement aux revenus, du plus petit au plus gros.

Lutter contre l'évasion fiscale et les profits bancaires.

Taxer les profits des gros actionnaires.

Revoir la rémunération des patrons des grandes entreprises, mais aussi celle des grands commis de l'État, sans oublier les anciens présidents.

Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.

Augmentation de la TVA sur les produits de luxe.

Réforme de l'État et des collectivités publiques.

Réduction drastique du nombre d'élus de notre administration pléthorique. Députés, sénateurs (suppression ????), élus municipaux, départementaux, régionaux, etc., etc.

Simplifier la paperasse administrative (ex. le code du travail) pour plus de lisibilité et de compréhension.

Lutter contre les extrémistes de tous bords, particuliers, politiques et religieux, renforcement de la laïcité pour qu'elle devienne une loi sans concession.

Je regrette avec force l'augmentation de la CSG, diminution du pouvoir d'achat, ainsi que la stagnation de la revalorisation des pensions de retraite depuis de nombreuses années .

Écologie

L'humanité est assise sur un volcan, le dérèglement climatique doit devenir une priorité.

Taxer lourdement les pollueurs (transports maritimes et aériens).

Préserver avec force l'unité européenne qui est en très grand danger avec la montée du populisme, et des intégrismes de toute nature.

[NOM Prénom]

[Signature]

45. Manuscrit, 5 lignes, 39 mots (femme)

24/1/19 / Mairie de Saintes /

Bonjour,

Il faudrait supprimer les avantages des députés et des sénateurs, c'est un scandale !!

Comment les clubs de foot règlent leurs impôts compte tenu des salaires exorbitants des joueurs ?

Merci / à bientôt

[Prénom Nom]

46. Manuscrit, 12 lignes, 86 mots

Mairie de Saintes, le 25 janvier 2019. Je suggère de :

- comptabiliser les votes blancs,
- diminuer le nombre de parlementaires,
- introduire la proportionnelle,
- soumettre les frais de mandat des parlementaires au fisc, et non à leurs pairs,
- abroger les priviléges des anciens présidents et ministres (véhicules, secrétaires...) ;
- rétablir le septennat pour décaler la concordance avec les élections législatives,
- tenir compte des rapports de la Cour des comptes,
- revoir la grille des salaires / primes des hauts fonctionnaires.

[P. Nom]

47. Manuscrit, 13 lignes, 132 mots

[Dans la marge] Merci de remonter les doléances.

Mairie de Saintes, le 26 janvier 2019. Mes suggestions :

- transports en commun : bus, abonnement gratuit pour les demandeurs d'emploi (pas de CMU),
- diminuer le nombre de parlementaires,
- augmentation du SMIC (au moins dix pour cent),
- introduire la proportionnelle,
- abroger les priviléges des anciens présidents (frais d'obsèques pris en charge, transports gratuits...),
- baisse des rémunérations des hauts fonctionnaires (Bercy),
- baisser la TVA sur les produits bios et de première nécessité,
- rétablir l'ISF et le septennat,
- comptabiliser les votes blancs,
- imposer les bénéfices des GAFA en France !!!!
- baisser la redevance TV en fonction des revenus (ASS, AAH),
- reconnaître le bénévolat comme une valeur ajoutée,
- lutter contre le fascisme !! ambiant et le racisme.

48. Manuscrit, 13 lignes, 63 mots (homme)

Le 28/01/2019

Bonjour à tous,

Vous devriez simplement avoir HONTE d'œuvrer à la continuation d'un "ÉTAT CAPITALISTE" qui ne crée que de la misère pour toutes et tous !

Votre force, c'est de rendre LÉGAL tout ce qui est immoral, amoral et qui ignore TOUT des besoins des humains.

Il nous faut œuvrer à un changement de société qui mettra L'HOMME AU CENTRE DE TOUT.

[Prénom NOM] *

[Adresse]

* Au cas où vous souhaiteriez me faire une réponse argumentée et par courrier.

49. Manuscrit, 15 lignes, 92 mots (femme)

Le 29-1-2019

- Je demande que les riches redonnent au peuple l'argent qu'ils leur ont volé par l'impôt.
- Je demande que les OGM, pesticides, nitrates soient interdits dans les champs.
- Je demande que les enfants soient nourris en bio dans les écoles publiques.
- Je demande que les maisons de retraite soient publiques.
- Je demande que les policiers ne soient plus armés et que les caméras et radars disparaissent.
- Je demande de nouvelles élections présidentielles.
- Je dis merci aux Gilets jaunes, grâce à eux, on relève la tête.

[Prénom NOM]

SAINTES

50. Dactylographié (collé), 13 lignes, 180 mots

Réduire le salaire et les indemnités des parlementaires et hauts fonctionnaires.

Diminution du nombre de parlementaires.

Suppression de l'immunité des parlementaires.

Destitution immédiate de tout parlementaire ayant fauté dans sa conduite civique.

Radiation à vie de tout accès à des postes de direction de tout parlementaire ayant fauté civilement.

Réduction du train de vie de l'État ramenant à l'équilibre budgétaire.

Réduire à un niveau décent les différences de salaires. Salaires excessifs pour divers cadres et par trop insuffisants pour le commun des ouvriers.

Suppression de tous les technocrates, depuis qu'ils sont au pouvoir, ils n'ont fait qu'abaisser la France, cela est parfaitement démontré à l'heure actuelle.

Que toute personne ne soit nommée à un poste de direction qu'à condition qu'elle ait déjà pratiqué dans ce qu'elle est amenée à diriger.

Arrêt de la tricherie disant que la sécurité sociale est déficitaire. Que l'État règle ce qu'il doit et suppression de la caisse CADES.

Passage à un seul régime de retraite égalitaire pour tous.

Vous sentez-vous à l'aise vis-à-vis des vaccinations qui contiennent un très grand nombre de produits mortifères ???

51. Manuscrit, 11 lignes, 58 mots

5/02/2019

- ISF.
- Indexation des retraites selon l'inflation.
- Suppression de la CSG.
- Taxe d'habitation à tous ou à personne.
- Abolition des priviléges et avantages des hauts fonctionnaires et politiques (salaires et autres) durant leur activité et retraite.
- Vrai accompagnement pour la transition énergétique.
- Suppression de la [sic] CESE.
- Aide pour les petites PME.
- CMU pour les étudiants pauvres.
- Bus gratuits.

[Initiales]

52. Manuscrit, 15 lignes, 79 mots

30/01/2019

RIC.

Suppression du Sénat ou réduction des sénateurs et parlementaires.

Suppression des retraites des anciens présidents ainsi que tous leurs avantages.

Refus du compteur LINKY.

Indexation des retraites sur le coût de la vie.

Réduction des salaires des hauts fonctionnaires.

Réduction du train de vie de l'État.

Retour aux 80 km/heure.

Casier judiciaire pour tous les élus.

Justice égalitaire pour tous les citoyens (voir le scandale Balkany, Sarko et consorts).

Baisse de TVA sur les articles de consommation courante.

53. Manuscrit, 25 lignes, 158 mots (homme)

Le 30 janvier 2019. M. [Nom]

- Pour ou contre l'ISF, il faut une meilleure répartition fiscale, plus simple et plus juste.
- Indexer les retraites sur le coût de la vie (les retraites font aussi tourner l'économie : tourisme, voyages, aide aux enfants et associations).

- Supprimer la CSG sur les retraites.
- Diminuer le train de vie de l'État.
- Cumul des retraites des élus à limiter.
- Supprimer les priviléges des anciens présidents, députés, sénateurs, Premiers ministres.
- Veiller aux salaires exorbitants de certains hauts fonctionnaires, et parfois beaucoup de primes non imposées.
- Embaucher du personnel pour contrôler l'évasion fiscale.
- Arrêter la répression routière et établir des limitations de vitesse adaptées et plus logiques (parfois on ne sait plus à combien on doit rouler) :
 - Autoroute 130
 - Route 90
 - Ville 50 et entre ville 30, d'autres limitations pour cas précis ou dangers temporaires.

Si c'est fait de manière logique et intelligente, ça sera mieux respecté.

M. [Nom] [Signature]

54. Manuscrit, 23 lignes, 165 mots (femme)

Le 1^{er} février. [Prénom]

- Peut-on grouper les services municipaux et de communauté de commune, comme le CCAS, la voirie ? Les communes alentour bénéficient des services de la ville de Saintes, travaillent à Saintes, on parle plus d'une « grande commune ».
- Pour les jeunes Français ou réfugiés âgés de moins de 25 ans, et sans ressource, il n'existe rien. Ils peuvent se retrouver à la rue. Ils n'ont le RSA qu'à partir de 25 ans.
- Garder le 80 km/h.
- Maintenez la ligne SNCF Bordeaux-Saintes-La Rochelle améliorez-la.
- N'augmentez pas les frais d'entrée à l'université.
- Veillez aux salaires exorbitants des PDG des grandes entreprises – parachutes dorés... Que cela reste raisonnable !
- À l'hôpital, et pour la santé en général, donnez les montants des actes ou hospitalisation aux malades pour qu'ils se rendent compte du coût, et peut-être voient la solidarité qui existe.
- Taxer les entreprises étrangères qui ont leur siège social à l'étranger mais travaillent en France (Amazon, Airbnb, Google...)

55. Manuscrit, 28 lignes, 190 mots

[NOM Prénom]

- Revalorisation des retraites (niveau taux d'inflation).
- Diminution du nombre des députés comme des sénateurs (1 pour 250 000 habitants).
- Les grandes chambres (Comité économique et social). À quoi servent-elles ? Doit-on les conserver ?

- Pourquoi tant de priviléges pour les anciens présidents, députés, sénateurs ? Annulation pure et simple.
- Égalité de tout le monde devant la taxe d'habitation. Ne finance-t-elle pas les collectivités locales et les besoins des mairies ?
- Respecter les avis des citoyens.
- Utiliser le référendum pour les sujets importants.
- Énergie. Les partis politiques veulent supprimer les centrales électriques et les centrales atomiques. Par quoi les remplacer ? Quelle méthode employer ? Il n'y a que la concertation à mettre en place.
- Le Diesel ? Grand mot, 70 % des véhicules. Tout ne se fera pas du jour au lendemain. Il existe le bio éthanol. Les pouvoirs politiques ne font rien pour le faire prospérer.
- La mise aux normes des habitations (pertes d'énergie). Il faut aller plus loin. Recréons les incitations par des économies d'impôt.
- Création d'une armée européenne.
- Ayons un président qui respecte les retraites. [P. NOM]

56. Dactylographié (lettre-type), 30 lignes, 409 mots

[Ajout manuscrit] À joindre au cahier de doléances

M. Machon, maire de Saintes

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font partie de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89% selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95% selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des États-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que ce soit mêlé de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total de 600 000 décès annuels) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer ma proposition aux cahiers de doléances ouverts dans votre mairie et vous prie de croire, [manuscrit] à nos sincères salutations.

7-2-2019

[Signature]

[*Dans la marge, de la main d'une autre personne, la contributrice suivante semble-t-il*] Entièrement d'accord, Mme [Nom] 8/2 [Signature]

57. Dactylographié (3 pages numérotées), 80 lignes, 1214 mots (femme)

En finir avec la MONARCHIE

Fin de cette République MONARCHIQUE, fin des priviléges, des corruptions, des ORS de la République, transparence dans les rémunérations, indemnité, hauts salaires, hauts fonctionnaires, primes subventions, frais d'obsèques faramineux aux sénateurs, etc.

Sénat : 2 sénateurs par province (1 homme + 1 femme) soit $13 \times 2 = 26$.

Modèle ALLEMAND pour le budget de fonctionnement de l'État : magistralement réduit, inspiré du modèle ALLEMAND, pays scandinaves, Suisse.

Principe : celui qui œuvre pour l'État n'est pas là pour s'en mettre plein les poches, se corrompre ; travailler pour le peuple est un dévouement.

NON-cumul des mandats : un mandat, c'est du travail et du TEMPS. Si cumul : un seul salaire (les heures ne se démultiplient pas). Que celui qui se plaint quitte la fonction publique, aille voir l'herbe plus verte.

Élections : une dose de proportionnelle - obliger à aller VOTER - votes blancs comptabilisés.

ANCIENS PRÉSIDENTS et anciens ministres : on allège, comme en matière successorale, 6 mois seulement de transition pour être protégés, logés, transportés aux frais de la princesse, le temps pour eux de se reloger... Urgente la SUPPRESSION, le pays n'en peut plus, n'en veut plus. En Allemagne la chancelière paie son propre loyer, pourquoi l'Élysée ?

Une administration responsable, fonctionnaires responsables.

Sécurité sociale et CAF. : deux administrations qui doivent être responsables, ne pas payer des allocations aux décédés à l'étranger, aux djihadistes outrageant la France, etc.

Vérification des emplois fictifs au sein de ces méga-organismes, maîtresse, épouse, de tel haut élu qui perçoit salaire fictif puis retraite fictive. Des députés dignes, des sénateurs dignes (sécu, retraite, chômage).

« la Vie est un ÉCHANGE, ce n'est pas un DON ».

CORRUPTION - très hauts salaires (complicité)

Jacques TOUBON, défenseur des droits : 30 000 €, etc., deux fois plus que le président (détient-il la bombe atomique ?).

Parmi les exemples, info TV sérieuse, les statistiques disent que 90 % des DÉPUTÉS ont des problèmes fiscaux avec leur déclaration IRPP, **seuls 10 % n'ont pas de problèmes ... ! Que décidez-vous pour ces 80 % incapables de se gérer eux-mêmes ???**

COUR DES COMPTES

Une vraie cour avec de vrais moyens (poursuite). Négligence de l'escroc en tous lieux. **Lever l'immunité parlementaire, sénatoriale.**

Parlement. Les députés s'amusent, « Loi du matin, du midi, du samedi, du jaune, du rouge, etc. ». Les lois anticasseurs, ordre public existent depuis des lustres (qu'ils s'instruisent et ouvrent le CODE)... On ne travaille pas, ON s'amuse, les médias mènent le bal, dirigent nos députés, sans tête.

Doléances du peuple - écoute du peuple organisée ; elles remontent à 1789, à la révolution des « sans-culottes ».

Il faut réformer la France. Bravo à M. Macron pour sa volonté de réforme, sa vitalité face à la révolution, à toutes les inerties laissées en héritage dans tous les domaines.

DÉFENSEUR DES DROITS

S'intéresse aux droits des étrangers, pas aux droits des Français.

Ses serviteurs ont une lettre-type pour renvoyer dans les cordes ... classer archiver tout comme la Ligue des Droits de l'Homme. Les spoliés-escroqués de Bordeaux (faux titre de propriété et outrage au sceau) trompés par ont fait appel à lui. Demandez-leur la réponse.

Personnellement nous avons alerté pour des anomalies juridiques. Là, au CSN à Paris, au garde des Sceaux, on s'épargne de voir-lire-écouter. Comme au Vatican, la force de l'inertie.

TRAVAUX. TRAVAUX PUBLICS non finis, abandonnés

Des travaux commencés, entamés et laissés en plan... jamais finis, (enquêtes juridiques mal menées, changements politiques, etc.). Qui est responsable de chaque gabegie ?

Coût de ces aberrations, responsable personnel Aéroport de Nantes, métro, RER, barrage...

JUSTICE - Pouvoir judiciaire indépendant, incontrôlé, ivre et fou.

Justice civile - Ministère de la Justice - Tribunal de grande instance - Juge, avocat, notaire : chacun est au-dessus des lois.

NOTAIRE

Responsabilité professionnelle :

Assurance responsabilité citée dans le devis, dans l'acte authentique.

Preuve de confiance, gain de temps si besoin.

Idem pour les AVOCATS.

Décret n° 55-604 du 20 mai 1955 chapitre III - Responsabilité des notaires.

Préambule, article 11, article 12 (enlisissement - classement)

Vieux d'un siècle, ce décret est à revoir : préambule à légiférer, mutualisation du méga-sinistre, vigilance du ministère public, réparation en temps et en heure, etc. L'étude par un service spécialisé des méga-sinistres aurait bien des choses à révéler, comme par exemple (journal Le Sud-Ouest.fr) :

1/ en Dordogne [Prénom NOM] contrainte de repayer sa maison, le vendeur était en liquidation judiciaire... le notaire n'avait rien vu.

2/ ARCACHON : [Prénom NOM], marchand de biens agent immobilier et son vendeur poissonnier.

3/ ARCACHON dans le même office, [Prénom NOM], l'achat de leur appartement se transforme en cauchemar, treize ans après ils ont dû rendre les clés. 4/ etc.

Voir lettre explicative ci-jointe sur l'affaire [NOM] d'Arcachon.

Sinistre : surveillance, vigilance d'exécution :

Le ministère public est inapte à remplir cette fonction, un président de chambre affirme même qu'il ne surveille rien... info, intox ou spécialité régionale.

Vœux : réorganisation intégrale externe des sinistres d'assermentés (notaire, avocat, juge, huissier...).

Actuellement la République « se juge », juge ses propres œuvres (A.A., jugement, notarié, huissier).
« On ne peut être juge et partie »

Le notaire face à l'ordre public.

En mai 2011, la Cour européenne de justice a décidé que le notaire, contrairement à ce qu'il prétend, ne détient pas l'ordre public, que la détention du sceau ne confère pas ce pouvoir. Quelle revue, Clic Droit Justice, s'en est fait l'écho ? Tabou, chacun ronronne, continue sa petite cuisine à quand le texte du législateur ?? responsabilité.

Vœux : entre officiers publics (notaire/greffier Commerce) une meilleure osmose entre eux, dynamisme du commerce.

AVOCAT CIVIL

L'Avocat civil emploie à dessein des artifices pour retenir au CIVIL une affaire pénale - outrage au sceau de la République, crime d'outrage au sceau.

En lien, use exagérément de l'article l'art. 1372, 1240 réformé du code civil (responsabilité extra contractuelle) tout en se faisant rémunérer par un client qu'il est censé défendre.... qui croit dur comme fer à son avocat....

Ego surdimensionné, compétence professionnelle, surveillance externe. Médiateur. Il serait prévu, paraît-il, un texte limitant et plafonnant les compétences du TGI et de l'avocat civil selon l'importance du sinistre à quand ce texte, est-ce une farce ?

« La DOCTRINE ne fait pas la LOI » qui averti qui le sait.

Quel éditeur agréé, ouvrage, professeur de droit, prévient que la doctrine ne fait pas la loi ? l'habitude, l'habitude encore et toujours, chacun fait sa petite cuisine.

Double jeu du code annoté non averti : trouble le lecteur, déculpabilise l'éditeur, franchit le Rubicon, double écriture double sens, adoubé d'un principe pour faire plus sérieux.

Blaise PASCAL, « les pensées », avait très mauvais avis sur la doctrine.

Droit du contrat

CAPACITÉ JURIDIQUE - SAISIE GÉNÉRALE - ANATHÈME JUDICIAIRE de liquidation tout reste à faire, on attend depuis 1955 ?

Aux USA. le principe est « Code is law »

Chaque président, juge, etc., respecte la LOI, personne n'est au-dessus.

On attend le même principe en France : « le code fait la LOI ».

Code et loi français sont négligés, laxistes, inachevés.

Devoir de l'État

Celui de mettre à la disposition du citoyen des moyens PROBANTS de droit objectif pour répondre aux droits subjectifs du citoyen.

Droit objectif | Droits subjectifs : à finir

Mme [Nom], ex-collaboratrice office notarial

[En pièce jointe : courrier de 5 pages adressé par la contributrice, au président de la chambre départementale des notaires de Gironde au nom du « Comité de soutien aux victimes d'injustice », en date du 4 février 2019]

58. Dactylographié, 95 lignes, 1073 mots (femme)

Propositions pour améliorer la vie en commun dans le pays

• **Élections :**

* **Quinquennat**

La situation s'est nettement détériorée depuis l'instauration du **quinquennat** et l'organisation des législatives dans la foulée des présidentielles.

On constate que les électeurs ont tendance à donner une écrasante majorité au parti du président nouvellement élu.

Les députés de la majorité élus dans ces conditions se comportent davantage en supporters du président qu'en représentants de leurs électeurs, le **Parlement devient une chambre d'enregistrement** et l'impression que la démocratie est confisquée est très grande, d'autant plus que le président a souvent été élu non pas sur son programme, mais **contre** un candidat que personne ne voulait voir arriver au pouvoir.

De plus, à partir de la seconde moitié du quinquennat, on se trouve pratiquement en situation de campagne pour un second mandat et le président agit plus en vue de sa réélection que pour le bien du pays.

Commencer par les législatives et organiser les présidentielles dans la foulée permettrait d'éviter cet effet de grossissement des scores et d'obtenir un Parlement plus représentatif de l'opinion.

Rallonger la durée du mandat présidentiel permettrait au président d'agir plus sereinement.

* **Proportionnelle**

À l'issue des différents scrutins, on s'aperçoit que des millions de Français qui se sont exprimés ne sont pas ou peu représentés dans les Assemblées, d'où le sentiment bien compréhensible de frustration et l'augmentation de l'abstention.

Une dose de proportionnelle serait la bienvenue. On peut imaginer un gouvernement qui soit soutenu tantôt par une partie des députés, tantôt par une autre, en fonction des mesures qu'il entend prendre : il ne serait pas paralysé, mais ses décisions seraient validées par une sorte de consensus au sein de la population dont les représentants seraient les porte-parole. Cela fonctionne dans de nombreux pays où la culture du compromis permet des gouvernements de coalition qui réussissent.

Il faudrait étudier les conséquences de la prise en compte du vote blanc (fausse bonne idée?).

• **Réformes**

Il est **faux** de dire que les Français sont **hostiles aux réformes**. Simplement, ils ne peuvent accepter de gaieté de cœur une réforme imposée d'en haut par des « épistocrates » et qui va aggraver leur situation sans leur offrir la moindre contrepartie. Pourquoi ne pas travailler en amont, exposer la situation qui rend une réforme nécessaire, établir un diagnostic en commun (consultation en mairie ou autre modalité judicieuse) et essayer de trouver **ensemble** une solution acceptable qui fasse consensus.

On a souvent l'impression que la démocratie est confisquée par les élus qui n'en font qu'à leur tête une fois l'élection gagnée et qui pensent savoir mieux que les intéressés ce dont ils ont besoin, comme des parents donnant un médicament à leurs enfants : on ne devrait pas être dans un tel rapport d'infantilisation.

• **Sécurité routière**

> PV pour excès de vitesse :

Les techniques informatiques devraient permettre de moduler le montant du PV en fonction du niveau de dépassement de la vitesse autorisée tout en continuant à les rendre dissuasifs : éviter les effets de seuil : entre un dépassement de 1 km et un dépassement de 20 km, la dangerosité n'est pas la même.

> Utilisation honnête des statistiques :

S'il est vrai qu'une bonne politique de sécurité routière doit s'employer à faire baisser le nombre de morts sur les routes, il serait plus exact de calculer en nombre d'accidents mortels plutôt qu'en nombre de morts : en effet une tragédie comme un accident de car peut faire des dizaines de morts, mais ne signifie pas que le comportement de l'ensemble des automobilistes se soit détérioré au point de justifier des mesures restrictives.

> Stationnement réglementé :

Les personnes à mobilité réduite titulaires d'une carte officielle trouvent une offre de places de stationnement relativement satisfaisante sur les parkings de supermarchés en particulier.

L'âge représente un **handicap** important lorsqu'il s'agit de se déplacer. Pour conserver leur autonomie, les personnes âgées doivent pouvoir accéder en voiture à tous les services. Pourquoi ne pas prévoir une carte spécifique délivrée aux personnes âgées dont l'état le justifie sur avis médical et avec toutes les vérifications possibles pour éviter les abus ? Même chose pour les personnes ayant subi une intervention chirurgicale ou ayant eu un accident qui les empêchent momentanément de parcourir une trop longue distance : une carte provisoire spécifique pourrait leur faciliter la vie en attendant la guérison.

• Hôpital

Augmenter le nombre de lits sans brader la qualité des soins prodigués.

Rouvrir les maternités fermées en y employant des gynécologues compétents, éventuellement en roulement s'ils ne veulent pas être rattachés à de trop petites unités.

Trouver un système qui ne récompense pas la surconsommation des actes.

Les urgences doivent être réservées aux cas graves : il ne faudrait pas accepter les personnes qui viennent pour un simple rhume et pour dissuader les contrevenants, leur facturer les soins au prix fort. Organiser un système de tri efficace dès l'arrivée afin de ne pas passer à côté d'un cas grave.

• Économies d'énergie / développement durable

> Trouver un moyen pour ne pas utiliser l'eau potable (!!!) pour alimenter les chasses d'eau des toilettes tout en respectant les règles d'hygiène.

> Obliger les grandes surfaces à reprendre les emballages comme ça se fait depuis longtemps en Allemagne où l'on déballe ses produits sur un comptoir réservé à cet effet avant de quitter le supermarché.

> Favoriser la collecte sélective des déchets au domicile des particuliers : une personne âgée ou malade ne peut se rendre au point de dépôt et renoncera par la force des choses au tri sélectif même si elle y est favorable.

• Justice fiscale :

> Si les difficultés du pays obligent à augmenter les impôts, faire en sorte de ne pas retirer aux plus démunis une partie de leur **nécessaire** tandis que les plus riches ne sont pas appelés dans le même temps [à] un effort significatif, qui, de toutes façons ne réduirait en rien leur train de vie, les

plus pauvres étant amenés, eux, à faire des sacrifices insupportables (comme ça a été le cas au moment de l'augmentation de la CSG par exemple).

> Rendre l'impôt obligatoire pour **tous** même les SDF, mais dans des mesures supportables (ne serait-ce que 1 € symbolique pour les plus démunis). Avec l'effet que chacun se sente partie prenante de la communauté nationale et respecte les installations publiques qu'il aurait contribué à financer.

Consensus, justice, solidarité, répartition équitable des efforts pour que personne ne se trouve lésé dans un pays réconcilié.

[Prénom NOM]

Le 12.02.2019

[Adresse, Adresse mail]

[Signature]

59. Manuscrit (collé), 36 lignes, 543 mots

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89 % selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95 % selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des Etats-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens. Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui [que] 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total des 600 000 décès annuels) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Bien que les cahiers de doléances ne soient rien de plus que du pipeau, ayant pour but principal d'endormir le peuple, il me semble cependant utile d'y exprimer certaines vérités.

Nous ne sommes pas en démocratie, nous sommes en dictature dirigée par un monarque qui se fait appeler "président de la République".

Les parlementaires, membres du parti du président, sont des bénis-oui-oui, ils ont tout juste le droit d'approuver ce qui est ordonné par la direction du parti.

Les parlementaires pensent d'abord à leurs propres intérêts avant de penser à celui de ceux qui les ont élus, et avant de penser au plus grand bien commun. Quand l'un d'entre eux est convaincu de corruption, ils le soutiennent au lieu de le bannir.

Comment des parlementaires, s'ils sont honnêtes, peuvent-ils se permettre d'accepter que le pays soit gouverné par les seuls intérêts des lobbys financiers et des laboratoires pharmaceutiques ?

Avez-vous la volonté de remédier à tout cela ??? Ou plutôt de continuer à tricher avec les citoyens ???

60. Manuscrit, 40 lignes, 312 mots (femme)

Mme [Nom Prénom] 49 ans, Saintes 17100

Je viens dénoncer l'organisation de Pôle emploi qui ne trouve pas de boulot aux gens comme moi. J'ai pourtant bénéficié de deux grandes formations couronnées par des diplômes :

1^{ère} formation financée par l'ancienne région Charente-Maritime qui a dû coûter cher à la région,
2^{ème} formation financée par la région Ile-de-France où j'ai dû quitter ma région pendant 9 mois.

Depuis 2015 je n'arrive pas à trouver du boulot dans un hôtel comme gouvernante ou dans une maison de retraite malgré mes multiples candidatures et entretiens d'embauche.

Tout me laisse croire que je n'ai vraiment pas de chance dans ce pays.

Je suis Française d'origine camerounaise bien intégrée. Je vous confirme que je suis venue ici par amour et non par intérêt. J'ai dû abandonner ma vie aisée chez moi croyant que je pouvais réussir en France. Ça devient une désillusion complètement.

Je vote tout le temps lorsqu'il y a des élections en pensant que ma situation finira par s'améliorer un jour. Mais rien ne change. C'est autant de choses qui font que les gens se découragent et ne vont plus voter.

Je n'ai même pas droit à une aide de par la situation de mon mari Rochelais retraité. Pour dire que je vis en France grâce à lui.

Je suis vraiment contente d'être en France et j'aime la France. Mais s'il faut que je reste sans boulot jusqu'à l'âge de la retraite sans obtenir aucune retraite, je dirais que j'ai aimé la France, mais la France ne m'a pas aimé.

C'est bien beau de dire que les gens ne sont pas formés et n'ont pas de diplômes.

« Je suis la preuve vivante que ce n'est pas toujours vrai, lorsque vous tenez vos discours que nous entendons partout » [N° de téléphone]

Je suis très bien intéressée par tous vos débats et vous suis, Monsieur le Président.

[Signature]

61. Manuscrit, 45 lignes, 309 mots (femme)

* MESDAMES, MESSIEURS les représentants de l'État,

Étant de classe moyenne, ni Gilet jaune ni économiste, je m'interroge sur certaines pratiques.

Pourquoi taxer en plus les travailleurs lambda et leurs désirs d'investir pour leur retraite ?

Contre les propriétaires ? D'accord, mais comment se loger s'il n'y a pas de biens en location ?

Supprimer la taxe d'habitation qui est injuste ? Sauf erreur de ma part, tout un chacun utilise les infrastructures et les services de la communauté. Je ne vois pas donc l'injustice si cela est proratisé au niveau de revenu. Non à l'assassinat par l'impôt des ménages moyens. STOP à l'État-providence qui tire la France vers le bas en termes d'éducation, de savoir-être et de respect. Apprenons le savoir-vivre et le respect des règles (droits et obligations, suppression des aides pour ceux qui dégradent le bien de tous). Réintroduction à l'école [de] la morale et la notion d'économie (de ménage, savoir

équilibrer son budget et ne pas vivre au dessus de ses moyens). Stop aux dépenses exorbitantes de l'État.

Les salaires des hauts fonctionnaires sont suffisamment élevés sans bénéficier d'avantages supplémentaires. Qu'ils apprennent à vivre avec leur unique salaire comme le peuple. Oui à la récompense par l'effort et le travail pour tous. Les charges et le luxe de l'État ne sont plus acceptables pour nous, une réduction drastique du confort devient essentielle avant la banqueroute, aidons-nous de l'expérience des pays scandinaves.

Apprenons le respect en termes : éducation, langage, faste de l'État, respect des autres.

Montrons que la France est avant tout un pays d'éducation et de rééducation. Pour un changement positif, stop aux avantages des hauts fonctionnaires (voitures, logements, chauffeurs). Mesdames, Messieurs, si vous voulez être rockstar, allez dans le privé mais ne financez pas vos caprices avec notre argent durement gagné.

Merci de votre écoute

[Prénom], femme, 36 ans, en couple, 1 enfant, bac+2

14/02/2019

62. Dactylographié (collé), 13 lignes, 197 mots (couple)

17100 Saintes

Le 31 01 2019

Monsieur le Président,

J'ai 71 ans, ma femme a 68 ans.

On est retraités agriculteur-éleveur, au mois de juillet, je touchais 733,57, depuis c'est 719,53, vous trouvez que c'est justifié ? Ma femme reçoit 565,97. Avec 1285,50 par mois vous pensez que l'on peut vivre correctement ? On ne peut pas partir en vacances ni restaurant ni cinéma.

On se pose la question que va-t-on devenir si il faut aller en maison de retraite, de 2500 à 3000 euros par mois et par personne, il faudra mieux se supprimer avant.

Avant de réduire les toutes petites retraites il faudrait mieux commencer à réduire toutes les indemnités du président, des sénateurs, des députés ainsi que tous les hauts fonctionnaires.

Je demande de supprimer toutes les indemnités de tous les anciens présidents.

Je demande de retirer 1000 euros à tous les députés absents lors des réunions car je trouve qu'il y a beaucoup de chaises vides.

Si vous voulez sauver la France, commencer par réduire toutes ces indemnités qui enfoncent la dette de la France et augmenter nos petites retraites, si non ça va aller très mal pour vous.

Merci de bien faire le nécessaire.

63. Manuscrit, 10 lignes, 108 mots

Le 14/02/2019

1. De quel droit, et pour quelle(s) raison(s)... le subterfuge qualificatif du superlatif "GRAND" au simulacre de "DÉBAT"... qui ne s'avère qu'un monologue dirigé, où les réponses sont contenues dans les questions... pour n'aboutir qu'à la confirmation, à l'aveu préalable de "JUNON" de ne pas changer de cap (!)...

-> La procédure validera une société, à toute fin, inégalitaire, scindée entre une "France d'en-haut", propriétaire du pouvoir et des finances, aux "mobilités consenties", et une "France périphérique", invisible, aux "mobilités contraintes" ou contrainte à sédentarisation [?] et paupérisation.

Cessons le scepticisme vertueux !... Halte à la servitude volontaire !

POUR LE POUVOIR DE VIVRE !... (simplement).

64. Manuscrit, 7 lignes, 64 mots

Le 15 février 2019

Je me permets encore et encore d'écrire deux mots seulement. CE CAHIER SERT À QUOI SVP ??

Car depuis des mois, j'ai fait une doléance mais voilà jamais de contact. Bizarre !! Étonnant !
Étonnant donc JAMAIS LU. Un mutisme complet.

Merci pour votre collaboration au sein de notre commune !!!!!

Plus de nom. Pas de numéro tél. Incognito (peut-être).

[mot illisible]

65. Imprimé, 25 lignes, 273 mots (collectif)

[Logos de] : Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CONFIDENTIALITÉ
Charente-Maritime

PÉTITION
POUR LA SAUVEGARDE DES SERVICES PUBLICS
ET LE LIBRE CHOIX D'ACCÈS À CES SERVICES

Le gouvernement a décidé de s'attaquer frontalement à la fonction publique, à ses missions et à ses agents, refusant d'envisager les services publics autrement que sous l'angle de leurs coûts, **sans jamais prendre en compte ce qu'ils apportent à la population, notamment la plus fragile.**

Au niveau national, cela se traduit par 40 000 emplois supprimés depuis 2002 à la DGFIP ! Missions dégradées et présence territoriale amoindrie ; telles sont les conséquences des choix consécutifs des baisses drastiques des moyens de la DGFIP. Pour absorber ce mouvement de baisse des moyens, l'ensemble des missions est marqué depuis des années par des **réorganisations incessantes et une dématérialisation à marche forcée** tant pour les agents que pour les usagers, en témoigne l'obligation de télédéclarer les revenus qui s'instaure désormais depuis quelques années, de télé-payer ou la suppression du paiement en espèces.

Les usager-es, contribuables soutiennent les personnels de la direction générale des Finances publiques en lutte et exigent avec eux les moyens nécessaires et indispensables pour une action publique de haut niveau et refusent le prisme dogmatique de la réduction des coûts sans prendre en considération leur nécessité et le service rendu auprès de la population.

Ils exigent notamment :

- **le maintien des services publics de proximité,**
- **le maintien d'un accueil physique de qualité,**
- **le maintien de personnels en position statutaire, seule garantie de neutralité, continuité, indépendance, responsabilité, égalité sur l'ensemble sur territoire,**
- **la liberté de se renseigner, déclarer, réclamer ou payer sans être obligé de passer par Internet,**
- **la gratuité des services publics.**

66. Manuscrit, 20 lignes, 130 mots

Propositions du 15/02/2019

- Suppression de la CSG/CRDS sur des revenus de capitaux ou locatifs.
- Suppression de "l'État-providence" -> recentrer les fonctions de l'État sur les tâches régaliennes : police / justice / armée.
- Alléger de façon importante le coût des structures purement administratives et augmenter les allocations à enseignement, la recherche, les hôpitaux.
- Imposer une sélection drastique concernant le service des urgences des hôpitaux (nos amis médecins nous confirment que 90 % des cas n'ont rien à faire aux urgences).
- Cibler les conducteurs sans assurance : il suffit de croiser les fichiers des plaques d'immatriculation avec le fichier national des assurance auto !
- Suppression de l'IFI.
- Stopper l'immigration massive et l'AME.
- Référendums plus fréquents concernant les sujets importants : peine de mort, GPA...

67. Manuscrit, 23 lignes, 190 mots

Il y a tant de choses à proposer pour diminuer toutes ces injustices :

- Supprimer la hausse de la CSG sur toutes les retraites et indexer les pensions sur le coût de la vie. Les retraités participent à l'économie, ils voyagent, aident leurs parents et leurs enfants...
- Rétablir l'ISF sur les revenus boursiers, taxer plus les hauts revenus...
- Arrêter les multiples indemnités aux parlementaires, sénateurs et hauts fonctionnaires...
- Augmenter le SMIC et valoriser ceux qui travaillent, il est incroyable qu'on ne puisse pas vivre de son travail...
- Arrêter le démantèlement massif des services publics (hôpitaux, maternités, etc., écoles...) ; réparer les lignes de train en piteux état, les routes et les rues...
- Cesser les taxes qui nous pèsent de plus en plus lourd.
- La loi sur la fin de vie est insuffisante ; qu'on ait le choix de mourir dans la dignité.
- Non-cumul des mandats et dose de scrutin proportionnel.
- Rétablir 90 km/heure sur les routes, sauf sur certaines plus dangereuses (80 ou 70).
- Loi plus juste à appliquer sans délai pour le bien-être animal et les abattoirs.

J'en oublie...

[Signature]

68. Manuscrit (petites majuscules), 23 lignes, 296 mots

15/4/19

- SUPPRESSION DU TAUX ADDITIF DE 1,7 POINT SUR LA CSG.
- RÉINDEXATION DES RETRAITES ANNUELLES SUR LE TAUX AUGMENTATION COÛT DE LA VIE.
- RETOUR IMMÉDIAT DE L'ISF DANS UN OBJECTIF DE JUSTICE SOCIALE.

- AUGMENTATION CONSÉQUENTE DU SMIC DE FAÇON À AVOIR UNE VIE DÉCENTE ET PERMETTRE DE RELANCER LA CONSOMMATION.
- LUTTER POUR DE VRAI AVEC UNE RÉELLE VOLONTÉ CONTRE L'ÉVASION FISCALE.
- DIMINUTION DU NOMBRE DE DÉPUTÉS ET SÉNATEURS.
- SUPPRESSION DE TOUS LES AVANTAGES INADMISSIBLES DE CES DERNIERS (ENTRE AUTRES INDEMNITÉS OBTENUES POUR LEURS FUNÉRAILLES, CELLES DE LEUR CONJOINT ET ENFANTS).
- RÉEL CONTRÔLE DE LA PRÉSENCE DE CES DERNIERS (DÉPUTÉS ET SÉNATEURS) DANS LEUR ASSEMBLÉE ET SANCTIONS FINANCIÈRES BEAUCOUP PLUS SÉVÈRES.
- TAXATION DES GAFA (MÊME SI REFUS DE L'UNION EUROPÉENNE).
- EN 2018, 57 MILLIARDS D'EUROS DE DIVIDENDES VERSÉS AUX ACTIONNAIRES PAR LES ENTREPRISES DU CAC 40 -> 13 % DE PLUS QU'EN 2017.
 - ➔ TAXATION À 10 % DE CES DERNIERS DONC 5,7 MILLIARDS D'EUROS QUI RENTRERONT DANS LES CAISSES DE L'ÉTAT. JUSTICE SOCIALE.
- PRISE EN COMPTE DU VOTE BLANC POUR TOUTES LES ÉLECTIONS.
- RETOUR AU SEPTENNAT ET MISE EN ŒUVRE DU RÉFÉRENDEUM D'INITIATIVE CITOYENNE (PAR EXEMPLE : 1 MILLION DE CITOYENS ET 20 % DU NOMBRE DE DÉPUTÉS) => À DÉBATTRE.
- BAISSE SIGNIFICATIVE DU SALAIRE DES ÉLUS ET RÉDUCTION DE LEURS PRIVILÈGES.
- PRIORITÉ NATIONALE AU BUDGET DE L'ÉDUCATION ET DE LA SANTÉ.

* EN MESURE IMMÉDIATE ET CE TOUJOURS DANS L'OBJECTIF DE JUSTICE SOCIALE ET DU MIEUX VIVRE :

- SUPPRESSION DE LA TVA (TAUX À 0 %) SUR LES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ => COÛT 7,5 MILLIARDS EUROS POUR ANNÉE 2017
- AUGMENTATION DU TAUX TVA (AU MOINS 1 %) SUR LES PRODUITS DE LUXE => GAIN 10 MILLIARDS D'EUROS POUR ANNÉE 2017.

[FIN]